

tribune

socialiste

HEBDOMADAIRE
DU PARTI SOCIALISTE UNIFIE
JEUDI 27 MARS 1969
N° 405. 1,50 F



Sommaire

Luttes ouvrières

4-5 La difficile évolution
Jacques Ferlus
Lock-out à Antar-Don-
ges

D. Frank

Que c'est-il passé à
Sochaux ?

Notre société

6-7 Les sans-espoirs : les
vieux
Michèle Descolonges

Palestine

8. Une interview d'Al Fath

U.S.A.

8. L'American Deserters
Committee

Yougoslavie

9. La pratique socialiste
Serge Mallet

Université

10-11 Le Congrès du SNE-
Sup
Gustave Massiah

Résolution du Con-
grès P.S.U.

Allemagne-Ouest

12. Un syndicalisme intégré
Louis Henry

Livres

13. Peut-on réduire la jour-
née du travail

Jacques Ferlus

Un poète breton

André Laude

Variétés

Une voix d'entrailles

A. L.

Théâtre

14. L'Obladia à Tours :
L'ange de la rose

Dominique Nores

Cinéma

15. Récupération et cinéma
politique

Jean-Luc Pouillaude

A propos de « Z »

C. Guerche

M. Descolonges

Monde communiste

16. La crise d'un faux inter-
nationalisme

Jean-Marie Vincent

Messages

6° Congrès

Nous reproduisons ci-contre, les messages au 6° Congrès du PSU, d'organisations françaises qui avaient accepté d'envoyer des observateurs à notre invitation. Qu'elles soient ici remerciées. Nul doute que de nouveaux échanges se produiront en d'autres occasions. Nous mettrons tout en œuvre pour les créer.

C.I.M.R.

Commune

« Nous adressons au 6° congrès du PSU, le salut fraternel du journal « Commune » édité par le Comité d'initiative pour un mouvement révolutionnaire.

« ...Nous pensons fermement que la lutte contre le référendum gaulliste, contre la participation corporatiste, doit être l'occasion, dans les semaines qui suivent, d'une campagne commune et coordonnée de tous ceux qui combattent les illusions électoralistes entretenues par les partis de la gauche traditionnelle.

« A travers un véritable Front uni organique des révolutionnaires, seule possibilité d'offrir à la gauche du PCF, un pôle d'attraction et d'organisation à tous les combattants de la grève générale de mai, les révolutionnaires doivent pouvoir donner l'image de leur force réelle

« Dans un autre domaine, les divisions sectaires, les courants ultra-gauche, ont amené le puissant mouvement étudiant et lycéen à une dégénérescence politique et organisationnelle que seul le travail commun de construction des organisations de masse pourra dépasser.

« Engager avec l'ensemble des courants se réclamant du mouvement ouvrier révolutionnaire une bataille commune contre le capitalisme et l'impérialisme, tel a été le motif de la création de notre mouvement telle est toujours notre aspiration.

« Le PSU dont le congrès s'est ouvert le jour du 50° anniversaire de la création de l'Internationale communiste, participera, nous en sommes sûrs, à ce combat commun contre la domination bourgeoise ».

Lutte Ouvrière

« ... Nous saluons votre congrès d'abord parce que le PSU est un parti qui se donne explicitement pour but le socialisme.

« ... Les événements de mai et juin sont encore bien trop proches pour que ce ne soit pas par rapport à eux que se détermine la vie politique française. Le salut que nous apportons ici c'est aux camarades qui se sont trouvés du même côté de la barricade que nous l'adressons.

« Depuis mai, le PSU, qu'il le veuille ou non, est catalogué comme « gauchiste ». Et c'est bien dans ses rangs, en effet, ou dans ceux de ses sympathisants, que s'est recrutée, non pas la totalité, mais une très grande partie de ceux, étudiants ou jeunes travailleurs, qui ont donné à mai 68 le visage de l'espoir révolutionnaire.

« Le PSU est donc « gauchiste » comme nous le sommes nous-mêmes.

« Ceux qui nous appliquent cette épithète la voudraient infamante... Or, « gauchiste » est devenu synonyme de révolutionnaire.

« Aussi est-ce en tant que « gauchistes », avoués et déclarés, que nous saluons votre congrès et que nous regardons vers lui avec attention.

« Bien des divergences — et très profondes — séparent jusqu'ici votre parti de nous-mêmes.

« Mais aujourd'hui se pose un problème dont la solution peut dépendre, pas entièrement sans doute, mais en très grande partie, de vous.

« Après les événements de mai 68, et à cause d'eux, pour la première fois depuis des dizaines d'années en France, il existe la possibilité de créer un véritable parti socialiste révolutionnaire.

« Et c'est parce que créer ce parti nous semble être la tâche primordiale de l'heure que nous regardons aujourd'hui vers vous avec attention.

« Les « gauchistes » sont aujourd'hui divisés en multiples groupes, tendances, et sous-tendances. S'il accepte de se ranger parmi eux, le PSU est de loin l'organisation la plus importante politiquement et numériquement. Il n'est tout de même pas la seule, et seul un regroupement de toutes ou de la plus grande partie de ces tendances en une même organisation peut former, à longue ou à brève échéance, le parti que nous appelons de nos vœux.

« Car, d'une part, aucune des organisations existantes (fût-elle la plus importante) n'est capable de regrouper à elle seule la quasi-totalité, ni même, l'énorme majorité des

« gauchistes », absolument nécessaire pour qu'existe ce parti révolutionnaire.

« Et d'autre part, la division des « gauchistes » n'est pas purement artificielle, mais correspond à l'état actuel du mouvement révolutionnaire en France et aux problèmes qu'il a encore à débattre et à résoudre et qui sont innombrables. Pour cela les « gauchistes » doivent s'unir dans une même organisation : Agir en commun est la seule manière de vérifier dans la pratique les diverses solutions avancées.

« De ce regroupement le PSU ne serait-ce que parce qu'il est de loin l'organisation la plus importante, pourrait être le moteur et l'axe.

« Le PSU jouera-t-il ce rôle comme nous pensons qu'il pourrait le faire, en fonction de ce qui nous semble les possibilités et les nécessités de l'heure de la gauche révolutionnaire de ce pays ?

« Des conclusions de votre congrès — auquel nous vous remercions de nous avoir invités et dont nous avons suivi les débats avec intérêt — et surtout de l'attitude et de la politique du PSU dans les mois qui viennent, les révolutionnaires socialistes de ce pays peuvent attendre beaucoup... »

4³ session d'études pour les militants d'entreprises
Samedi 29 mars
14 h 30

81, rue Mademoiselle, Paris-15^e
L'ambiguïté de l'économie et son rapport avec la lutte des classes.

— la conjoncture économique : analyse des chiffres.

— les mécanismes économiques sous-jacents et les contradictions au sein du capitalisme.

— rapport avec la lutte de classes et la pratique syndicale.

Campagnes du Parti

Les prochaines campagnes du Parti (popularisation du VI^e Congrès, Référendum) feront l'objet d'un n° détaillé de « Directives », en cours de rédaction, qui parviendra aux Fédérations et sections la semaine prochaine. Dès maintenant l'édition d'un tract national pour la campagne référendum a été décidée. Le texte sera diffusé à toutes les Fédérations, qui seront invitées à passer commande de ce tract payant.

tribune

socialiste

Directeur Politique
Jean-Marie Vincent

Rédacteur en chef
Eric Bergaire

Comité de Rédaction

Henry Beley, André Bielany, Jacques Buthiers, Gilbert Chantalre, Michèle Descolonges, Jacques Ferlus, Jacqueline Giraud, Gilbert Hercet, Michel Johan, Alain Malory, Claude Rendel, Lucien Saintonge, Bernard Sizalre, Dominique Yvoire.

Maquette

Claude Picart

Publicité

Jean-Claude Gillet

Directeur
de la Publication
Guy Degorce

Hebdomadaire
du P.S.U.

Rédaction - Administration
et Publicité :
54, Bd Garibaldi
Paris (15^e)
Tél. : SUF. 19-20

Le présent numéro est tiré
à 26.000 exemplaires

Abonnements

6 mois 22 F
1 an 43 F
de soutien à partir de 80 F

C.C.P. 58 26 65

Publicité générale
au Siège
de l'administration

S.A.I.E.M., 61, rue du Faubourg-
Poissonnière, Paris-9^e

Bulletin d'adhésion au P.S.U.

Nom

Prénom

Adresse

Profession

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche.

BULLETIN A RETOURNER AU SIEGE DU P.S.U.
81, RUE MADEMOISELLE, PARIS-15^e

De Tilsitt au référendum

Jacques Malterre

Durement secoué par une succession de crises, attaqué de toutes parts, le régime gaulliste cherche à assurer sa survie et à organiser sa succession.

Son premier réflexe est de jouer sur l'inquiétude des Français, au moins sur l'inquiétude des conservateurs de toutes catégories ; mais si cela facilite sa survie, en même temps cela menace l'organisation de la succession. Il lui faut donc manœuvrer plus subtilement.

Or, le gouvernement n'a plus les moyens de mener une véritable politique dans les secteurs essentiels.

— Dans le domaine économique, il navigue entre l'inflation, la dévaluation et le chômage ; toute sa politique consiste à attendre un miracle, en l'espèce un réajustement général des monnaies ; à l'abri du contrôle des changes, il profite encore de la reprise économique due aux accords de Grenelle tout en la freinant progressivement.

— Dans le domaine social, après avoir encouragé le patronat à prendre quelques dispositions contractuelles pour faire face à une remontée probable du chômage, il se refuse à aller au-delà et à engager une négociation d'ensemble avec les syndicats.

— Dans le domaine international, le rapprochement américano-russe lui enlève toute possibilité d'intervention sérieuse.

Le pouvoir est donc paralysé ; les décisions essentielles lui échappent, elles sont prises en dehors de nos frontières. N'ayant pas voulu ou pas pu faire de choix importants depuis des années, il est réduit à l'impuissance, il est ligoté par un rapport de forces internationales qui le dépasse et un rapport de forces intérieures auquel il ne peut rien changer sans courir le risque de nouvelles crises.

Cependant, malgré cette faiblesse, il garde quelques atouts politiques : à droite c'est la peur d'une succession malaisée, à gauche c'est la stratégie du PCF. Celui-ci se sent confirmé dans son attitude par les récents événements internationaux, la pesée chinoise rend plus nécessaire aux dirigeants soviétiques d'écartier toute menace sur leur front occidental ; d'où l'intervention en Tchécoslovaquie, d'où aussi leur anxiété que rien ne bouge dans l'Europe capitaliste qui remette en cause l'équilibre de cette partie du monde et puisse servir d'appui aux tentatives de ses satellites pour amorcer leur émancipation. Le PCF assure la garde contre tout risque de bouleversement en engageant toutes ses forces et celles des organisations qu'il contrôle pour maintenir les revendications sur le terrain purement matériel. Le SNE.Sup aux mains des communistes passe de la contestation de l'université bourgeoise à la réclamation de bâtiments nouveaux et l'UNEF-

Renouveau demande l'augmentation du nombre de bourses, revendications parfaitement légitimes mais aussi sans aucune portée pratique dans le régime actuel.

Rassuré de ce côté le gouvernement peut se consacrer à sa tâche essentielle qui vise à consolider le régime ; pour cela il utilise trois moyens : la répression, les cadeaux, le désengagement.

D'abord le pouvoir développe sa politique de répression. En raison de l'attitude du P.C.F. et de la C.G.T., il a pu isoler les forces révolutionnaires ; il pourra ainsi plus facilement les réduire à merci. Mais croit-on vraiment qu'il s'en tiendra là ? Ayant émoussé le fer de lance du mouvement étudiant et réussi à renier sa propre légalité (dans l'université et dans les entreprises) sans provoquer de réactions importantes, il lui est bien plus facile ensuite de s'en prendre aux grandes organisations elles-mêmes en leur contestant le droit de défendre d'autres solutions que les siennes.

En même temps qu'il cherche à détruire les forces qui s'opposent réellement à sa politique, le pouvoir gaulliste s'efforce de consolider sa base sociale. Chaque ministre dans son secteur négocie avec une catégorie : pour les commerçants, prise en charge d'une partie du coût de leur régime d'assurance ; pour les agriculteurs, accroissement des aides qui assurent la prédominance définitive des grandes exploitations de type capitaliste ; la réforme de l'I.R.P.P. va dans le même sens. C'est un long travail de ravaudage mais la philosophie en est claire : le partage des tâches entre le pouvoir économique capitaliste et le pouvoir politique est révisé ; le patronat doit reprendre sa liberté de décision, l'Etat veut organiser la cohésion d'une majorité pour la conservation du système.

Enfin, le gouvernement développe une politique que l'on peut appeler de « désengagement » ? Qu'est-ce à dire ? Ceci : le pouvoir gaulliste considère que l'Etat assume trop de responsabilités ; en France, tout finit par une décision du pouvoir central ; l'avantage est incertain mais les inconvénients apparaissent de plus en plus. Qu'une usine ferme et le gouvernement est tenu d'intervenir ; qu'une petite grève éclate et on réveille le Premier ministre. Chargé de tout, le pouvoir d'Etat est aussi accusé d'être responsable de tout ce qui ne va pas ; et en France des choses qui marchent mal, cela ne manque pas. La vague multiple des intérêts vient frapper sans cesse le rocher de l'Etat et finit par l'user ; ayant réduit à presque rien le rôle du Parlement et des partis le pouvoir voudrait rejeter sur d'autres le fardeau de ses responsabilités tout en continuant à tirer les ficelles.

Ainsi, il renonce à appliquer son propre Plan, il rejette la politique agricole de Bruxelles, il remet la gestion de la Sécurité sociale

au patronat et aux syndicats, il se refuse à prendre position sur les négociations salariales, il confère une autonomie apparente aux secteurs de l'Université qui ne l'intéressent pas directement, et enfin il veut remettre aux régions le soin d'administrer la pénurie d'équipements collectifs et d'emplois.

Mais nous savons que toute cette décentralisation, toutes ces offres de participation sont illusoire ; parce que le pouvoir garde toujours les moyens de faire les choix décisifs. Que peuvent les gestionnaires de la Sécurité sociale ou les négociateurs syndicaux si les grandes décisions de la politique économique leur échappent complètement ? Que pourront faire les conseils d'administration de l'Université ou les assemblées régionales alors que les vraies questions auront été tranchées par les états-majors de l'Etat capitaliste ?

Peu importe alors l'attitude des dites organisations : enseignants et étudiants dans l'Université, syndicalistes dans les assemblées régionales pourront bien avoir une attitude « critique » ; tout comme l'opposition au Parlement ils seront englobés dans la même réprobation collective : pour n'avoir pas pu résoudre les vrais problèmes.

L'objectif du pouvoir aura été atteint ; il aura détourné le flot des revendications et des critiques vers les nouveaux responsables et jeté les bases d'une variante de la démocratie corporatiste.

Alors il est clair que notre non au référendum ne peut pas, ne doit pas avoir la même signification que pour ceux qui acceptent le principe de la participation. On commence ici et là à s'apercevoir que la gauche « tombe chaque jour dans le piège que lui tend le régime et le système ». Nous pouvons encore utiliser cette période de sensibilisation de l'opinion, comme en juin 68, pour démonter la stratégie du pouvoir et, par-delà le référendum, dire non à la participation aux institutions imaginées par le gaullisme pour mieux nous compromettre, non à l'intégration de l'opposition dans une pseudo-démocratie corporatiste.

Mais alors il est clair que notre non au référendum prend une signification précise. Notre campagne aura pour objectif de démontrer que les forces socialistes doivent mener la lutte sur tous les terrains et non pas seulement sur ceux que de Gaulle a choisis lui-même. Nous devons dénoncer les illusions d'une opposition qui croit pouvoir modifier le rapport des forces en acceptant d'entrer dans le jeu du régime.

Nous devons dire non aussi bien à la participation dans la gestion des universités et des entreprises qu'à l'intégration dans une pseudo-démocratie corporatiste et régionaliste qui camoufle une réelle autocratie du pouvoir d'Etat capitaliste.

La difficile évolution de Force Ouvrière

Jacques Ferlus

Le stand des médailles à l'entrée de la salle, les grands orateurs, les orateurs débutants mais convaincus, des applaudissements, des congressistes portant le béret, quelques-uns les cheveux longs, encore des applaudissements, de l'humour : Bergeron se fait traiter de cardinal, des rires, des motions, la minute de silence, la charte d'Amiens, quelques sifflets, des votes, des délégations étrangères, une conclusion : « Nous venons de vivre un beau congrès », une Internationale. Salut camarades et à bientôt. Telle est l'image extérieure du X^e congrès de F.O.

Le silence des minoritaires

Force Ouvrière était la première centrale à se rassembler depuis les événements du dernier printemps qui ont secoué la centrale d'André Bergeron comme les autres. Certains attendaient de ce congrès qu'il marque un bouleversement profond des attitudes de F.O., et qu'il apporte quelques changements dans la direction nationale. Il n'en a rien été.

Bien au contraire les 1.400 délégués n'ont jamais été aussi unanimes dans leurs approbations. Le rapport d'activité du secrétaire général a obtenu 94 % des mandats. Les diverses résolutions et notamment celle sur le référendum et celle sur les relations inter-syndicales, ont été adoptées avec une très large majorité. André Bergeron pouvait faire remarquer « combien est solide le ciment qui lie les militants de F.O. ».

Pourtant les contestataires ont été nombreux à intervenir. Leurs attaques étaient vives et la plupart du temps pleines de bon sens, mais ils ne faisaient visiblement pas le poids après l'astucieux rapport d'André Bergeron. Le congrès a consenti à les écouter mais il ne les a pas entendus. Les minoritaires les plus sérieux de la confédération, comme la fédération de la chimie de Maurice Labi, avaient pour leur part choisi de se taire. Le congrès s'en est aperçu. Ce silence a eu plus de portée que les éventuels discours qu'ils auraient pu prononcer.

Dans les discussions avec les uns et les autres on a bien senti que tout n'allait pas pour le mieux dans cette confédération. Il y a de l'agitation, des remous. André Bergeron sait bien que l'attachement exclusif à l'aspect purement syndical des problèmes est la garantie de l'existence de F.O. Si d'aventure on voulait aller plus loin ce serait la faillite de la centrale. Car il ne serait plus possible de rassembler

des hommes qui vont de l'anarchiste Maurice Joyeux au presque gauliste Felce.

Cette option strictement syndicale est une tactique, le tort de F.O. c'est de vouloir en faire une ligne de fond.

Le syndicalisme dans le capitalisme

Revenons sur le rapport d'activité du secrétaire général dont on est bien obligé de reconnaître la qualité à partir du moment où on sait de quoi est faite F.O. Sur différents problèmes comme la Sécurité sociale, l'emploi, les négociations, F.O. a des positions et des

La majorité des militants approuvent cette position qui correspond à ce qu'attendait un certain nombre de travailleurs. Et F.O. est sortie renforcée de la grève. C'est objectivement vrai.

La politique a quand même dominé les débats

Dans ce bastion du syndicalisme avant tout, c'est quand même la politique qui a dominé les travaux du congrès. Les interventions et les discussions revenaient toujours sur deux problèmes : le référendum, les relations avec la C.F.D.T. Sur le premier, et dès le début du congrès, Bergeron avait laissé entrevoir le non. Sur le second, il fut particulièrement discret.

Pour la première fois, F.O. vient de prendre position dans une consultation des citoyens. Elle invite à voter non et cette détermination a surpris le pouvoir qui avait encore un peu de considération pour cette centrale. Mais le non de F.O. est différent de celui de la C.G.T., comme de celui de la C.F.D.T.

Une bonne partie du congrès voulait que la résolution s'assortit d'un refus de participer aux assemblées régionales et au nou-



Agip

propositions qui sont loin d'être absurdes, compte tenu de la situation et du système actuels.

Cette confédération préconise un syndicalisme de discussion et de négociation, une participation des organisations de travailleurs aux affaires qui les concernent directement. Tout cela est valable à condition qu'on ne perde pas de vue l'essentiel qui est la lutte contre le capitalisme. Sur ce point F.O. paraît manquer de virulence.

André Bergeron ne pouvait s'abstenir d'évoquer et d'analyser l'attitude de sa centrale au cours du mois de mai 68. Il a rappelé qu'il s'agissait alors « d'être présent et de s'opposer à toute politisation du mouvement, maintenir l'action dans le domaine revendicatif et donner la plus grande liberté d'intervention aux syndicats de base ».

veau Sénat, dans le cas d'une victoire du oui. Cela n'a pas été accepté. L'appareil confédéral jugera au moment opportun de l'attitude à avoir. En prenant position dès maintenant F.O. craignait de devoir être absente alors que « la C.G.T. s'empressera d'envoyer du monde ». Et puis, un certain nombre de dirigeants se voient très bien en sénateurs.

Presque tous les orateurs ont abordé la question du rapprochement avec la C.F.D.T. Si dans l'ensemble tout le monde s'est montré favorable à ce rapprochement, chacun s'est empressé de venir demander que l'on fasse très attention. C'est avec une certaine appréhension que les militants de F.O. suivent l'évolution des rapports des deux centrales.

Dans la résolution votée, le nom de la C.F.D.T. n'est pas une seule fois cité. F.O. aura des contacts avec « les organisations syndicales libres » (donc pas avec la C.G.T.) « sur la base du respect de l'indépendance du mouvement syndical à l'égard des partis, des confessions, du patronat et de l'Etat ». Le rapprochement avec la C.F.D.T. sera encore à l'ordre du jour du XI^e congrès.

Certains orateurs ont demandé qu'on n'engage pas des négociations seulement avec la C.F.D.T. Les contacts avec la F.E.N. doivent être développés car ainsi que l'a affirmé un orateur « dans les communes, la C.G.T. s'appuie sur la cellule communiste, la C.F.D.T. sur le curé. F.O. doit s'appuyer sur l'instituteur... »

Vers le XI^e congrès

Malgré leurs imperfections ces deux prises de position sur le referendum et sur les rapprochements avec la C.F.D.T. sont importantes. Implicitement les militants de F.O. reconnaissent qu'ils sont

obligés de sortir de leur attitude « strictement syndicale ». Pour le referendum, F.O. s'est en définitive rangée dans le camp des partisans du non.

En donnant aux contacts avec la C.F.D.T. une importance plus grande, elle manifeste son intention de sortir d'un isolement dans lequel elle s'était plus ou moins délibérément placée.

D'ici le XI^e congrès, la tâche sera difficile pour André Bergeron et ses amis. Ils hésiteront encore à prendre des positions résolument avancées, mais grâce à ces deux résolutions, les forces vives de F.O., celles qui n'ont pas pris la parole au congrès, auront le moyen de pousser en avant l'appareil confédéral. Le XI^e congrès sera donc peut-être un tournant, celui où F.O. pourra enfin se définir autrement que par un refus du communisme. Ce ne sera plus un beau congrès, mais un bon congrès. Comme le dixième il se terminera sur « l'Internationale » que cette fois encore on ne chantera pas du bout des lèvres. □

Que s'est-il passé à Sochaux ?

A peine la grève des ouvriers du Mans finie, voilà que ceux de Peugeot (Sochaux) refont parler d'eux.

Ce qui s'est passé ? L'opinion publique ne l'a pas su. Tout de suite la gigantesque machine idéologique de la bourgeoisie s'est mise en marche. Et la presse de publier et de commenter les communiqués de la direction : « une poignée d'ouvriers », « des gauchistes », « des irresponsables » et même, ô crime suprême, « des non syndiqués » auraient une fois de plus violé physiquement la sacrosainte liberté du travail.

Même si certaines organisations se sont mises à hurler avec les loups, notre rôle à nous, est d'expliquer les raisons du combat des ouvriers de chaîne.

L'explication

Depuis des années, la direction sous prétexte de réorganiser scientifiquement la production, augmente constamment ses cadences infernales. Voici un exemple cité par un tract C.F.D.T. :

En janvier 100 travailleurs produisent 120 voitures,
en février 80 travailleurs pour 105 voitures.

Et en mars on prévoit une production de 120 voitures mais avec 95 ouvriers au lieu de 100.

Dans l'atelier de carrosserie, le lundi 3 mars, une nouvelle réorganisation du travail rend les postes surchargés et intenables. La réplique de nos camarades est rapide et ferme : débrayage de 11 h 30 à 13 h 15.

Le mardi, comme rien n'est changé, les débrayages continuent ; 500 travailleurs partent à l'Embout-Sud et le soir à 20 h 30 les trois quarts de l'Embout-Sud et une grande partie de la carrosserie débrayent.

Le lendemain survient l'incident dont s'est emparé la direction. Celle-ci avait préparé un véritable piège. Dans l'atelier de carrosserie circulent des huissiers (des vrais, ne pas confondre avec les appariteurs !) ; quelques agents de maîtrise poussent une caisse sur la chaîne. Les ouvriers qui s'y trouvent pour éviter le choc repoussent la caisse sur le transbordeur.

C'est ce qu'attendaient les huissiers, des noms sont pris et 7 ouvriers sont licenciés.

A 15 h, la direction diffuse une note menaçante :

« Certains ouvriers, qui se sont rendus coupables de fautes lourdes, notamment en s'opposant physiquement à la mise en place de caisses sur chaîne, font l'objet de mesures de licenciement.

...La direction est conduite à arrêter le travail dans certains secteurs de fabrication au fur et à mesure de leur blocage. »

Notons que jusque-là les syndicats n'ont pas lancé de mots d'ordre visant à étendre le mouvement et que l'incertitude règne dans les rangs des travailleurs quant aux actions à suivre.

Le lendemain, jeudi se tient un premier meeting. Les manœuvres de la direction sont dénoncées, le travail en chaîne présenté comme inhumain, mais aucun mot d'ordre n'est lancé pour étendre le mou-

vement, pour solidariser activement l'ensemble des travailleurs de Peugeot à la lutte de la carrosserie. On attend Tilsitt et demande des négociations au sommet.

Ainsi les organisations syndicales ont été dès le début placées devant une situation de fait et n'ont pas su donner des perspectives claires à un mécontentement qui a du mal à s'exprimer.

Le vendredi, l'attentisme continue. Mais si les syndicats ouvriers attendent, la direction, elle n'est pas inactive. Dès jeudi soir, elle envoie des émissaires postiers « maison » pour convoquer individuellement quelques ouvriers de chaîne pour le travail de 4 heures du matin et pour préparer la reprise de 13 heures.

De même, toute la maîtrise des 2 tournées, les cadres et les tech-

niciens sont mobilisés dès le matin afin de constituer des commandos d'intimidation qui feraient masse au premier signe d'incident.

Tous ces messieurs ont déjeuné sur le tas, au frais de la direction qui sait bien récompenser ses dévoués serviteurs.

Cette absence de réaction des privilégiés de la classe ouvrière pose quelques problèmes aux militants du courant socialiste.

Notre analyse sur la base sociale des forces socialistes semblerait infirmée par l'actuelle division des différentes couches du prolétariat.

Mais n'est-ce pas plutôt l'état embryonnaire de notre travail politique qui permet de telles divisions ?

De notre correspondant à Sochaux.

Lock-out à Antar-Donges

Le soir de la grève du 11 mars la C.F.D.T., comme elle l'avait promis, fait le point dans toutes les entreprises pour une continuation éventuelle du mouvement. Les 60 pompistes d'Antar-Donges, même non syndiqués à la C.F.D.T., mettent comme préalable à leur reprise du travail, la satisfaction de leurs revendications, soit le relèvement de leur qualification et l'augmentation de leurs salaires.

Si les salaires des travailleurs d'Antar-Donges sont plus élevés que ceux des travailleurs de la métallurgie de Saint-Nazaire, il existe à Donges de grandes différences de salaires puisque leur coefficient va de 100 à 880, soit de 720 F à 6.336 F comme salaire de base, ce dernier chiffre étant payé aux cadres supérieurs auquel viennent s'ajouter de nombreuses primes.

Or les besoins essentiels sont les mêmes pour tous, et les pompistes étant au bas de l'échelle, le P.S.U. ne peut que soutenir leur mouvement, le P.S.U. réclamant la compression de la hiérarchie des salaires par l'augmentation des plus basses catégories.

Mais la direction d'Antar-Donges s'oppose à ces revendications légitimes et le vendredi 14 mars à 5 heures du matin, ferme les portes de son entreprise : 60 travailleurs en grève, 1.200 travailleurs en chômage technique.

Le travail des pompistes

Ils déchargent et expédient dans les différents secteurs de l'entreprise les produits pétroliers à l'arrivée des bateaux. Leur qualification n'avait pas été révisée depuis la convention collective de 1966, leur encadrement, contremaitres et chefs de service considèrent leurs revendications justifiées.

Mais la direction parisienne d'Antar-Donges, plutôt que d'accorder

une augmentation s'élevant pour l'ensemble des 60 pompistes à 15.000 F par mois, préfère perdre des ventes importantes, du fait du lock-out.

Le directeur local, n'a aucun pouvoir de décision et, assis dans son fauteuil, ne sert que de boîte à lettres. C'est un bon gaulliste qui aime avant tout l'ordre. Il a été élu au conseil d'administration du lycée de Saint-Nazaire sur la liste des parents d'élèves de la fédération ex-Léothard, et pleure sur le manque de discipline au lycée.

Il existe d'autres revendications à Antar-Donges

Si les flammes sortant des hautes cheminées sont jolies à voir la nuit, quand nous approchons d'Antar-Donges, l'odeur désagréable du pétrole nous prend à la gorge.

Le travail est pénible. Il s'effectue par quart de 3-8, quart irréguliers, causes de nombreux ulcères à l'estomac et vu leurs horaires, rendant difficile la vie familiale.

Le travail de surveillance des machines use nerveusement les travailleurs fatigués à 50 ans. Aussi les syndicats demandent que le personnel de l'entreprise arrivé à l'âge de 50 ans bénéficie du travail en journée normale, après de nombreuses années de quarts, et puisse également partir en retraite prématurée, ce qui permettrait l'embauche de jeunes, trop souvent chômeurs dans notre région.

La direction essaie d'intimider les travailleurs, selon sa technique.

La direction a essayé d'intimider les travailleurs d'Antar-Donges par lettres personnelles et visites de cadres à domicile pour essayer de diviser les travailleurs en grève et ceux lock-outés. Mais tous les travailleurs se sont montrés soli-

daïres des pomplstes. Il est vrai qu'à Donges, les ouvriers sont syndiqués à 85 % au moins (deux syndicats : C.G.T. et C.F.D.T.), (la section F.O. a rejoint la C.G.T. il y a deux ans).

Nous avons beaucoup de camarades P.S.U. à Donges, si bien que notre camarade Serge Mallet pensait en mai, devant la qualité de militantisme de ces travailleurs, qu'Antar-Donges pourrait être la première entreprise qui s'autogérerait en France, ce qui du reste serait possible techniquement.

Actuellement, le P.S.U. affirme que seul le CONTROLE OUVRIER permet d'agir valablement sur le patronat, par l'OUVERTURE DES LIVRES DE COMPTES, ce qui implique, bien sûr, la SUPPRESSION DU SECRET COMMERCIAL ET BANCAIRE (les gaspillages sont démesurés dans les secteurs com-

merciaux des industries pétrolières et pharmaceutiques qui investissent des millions pour tenir leur clientèle...).

Qu'ont obtenu les pompistes par cette grève ?

Finalment la direction parisienne d'Antar-Donges a accepté de dialoguer.

Les pompistes ont obtenu des augmentations de salaires mais d'autres revendications demeurent en suspens et d'autres discussions doivent se faire après la reprise du travail qui devait être effective samedi 22 mars après consultation des travailleurs.

De notre correspondant en Loire-Atlantique
Denyse Frank.

Notre Société

Des sans-espoir : les vieux

Michèle Descolonges

Un dimanche matin que nous étions quelques vendeurs de journaux gauchistes à discuter sur le marché, une vieille dame s'approcha de nous, seulement pour parler à quelqu'un, un moment : « C'est tellement triste d'être toujours toute seule, et même, les gens ils croient que je suis folle, je me regarde dans la glace et je me parle. »

Trop habitués à dépasser la solitude par des activités tournées vers le futur, nous avons brusquement la connaissance d'un monde ignoré.

Au 1^{er} janvier 1965 il y avait en France 5.840.000 personnes âgées de plus de 65 ans (dont 2.170.000 de plus de 75 ans), soit 12 % de la population. La proportion sera de 13,2 % en 1970, et de 12,6 % en 1985. Toujours selon « Hommes et techniques » (août-septembre 1968) le nombre de personnes âgées pour 1.000 personnes d'âge actif est le suivant :

1965	253
1970	269
1975	280
1980	264

L'âge actif signifiant ici de 15 à 59 ans pour les femmes et de 15 à 64 ans pour les hommes, l'allongement de la scolarité n'est pas pris en compte. C'est donc aussi à un problème économique que la France doit faire face.

Jouir de la retraite

Nouvel âge d'or, la retraite attendue permet de supporter les fatigues et les frustrations présentes. On prévoit de tout y faire, d'avoir un jardin, de bricoler, d'élever des lapins, de jouer aux cartes. En fait les conditions matérielles des « inactifs » sont souvent si mauvaises, et la rupture si brutale que tous n'y résistent pas.

La durée moyenne de la vie est actuellement de 67 ans et demi pour les hommes et de 74 ans pour les femmes. Elle sera, en 1985 de 73 ans pour les hommes et 77 ans et demi pour les femmes.

Pourquoi les femmes vivent-elles plus âgées ? Certains prétendent que chez les mammifères le sexe fort est la femelle. Peut-être, mais il y a des statistiques plus probantes qui montrent que le facteur de décès le plus important en France est l'alcoolisme.

Cette maladie étant plus répandue chez les hommes que chez les femmes, on voit les conséquences.

Très peu de gens meurent de vieillesse, mais de maladies et de mauvaises habitudes contractées depuis longtemps et aggravées par les conditions matérielles.

Le revenu est faible. Beaucoup de personnes âgées n'ont pas ou très peu bénéficié de la Sécurité

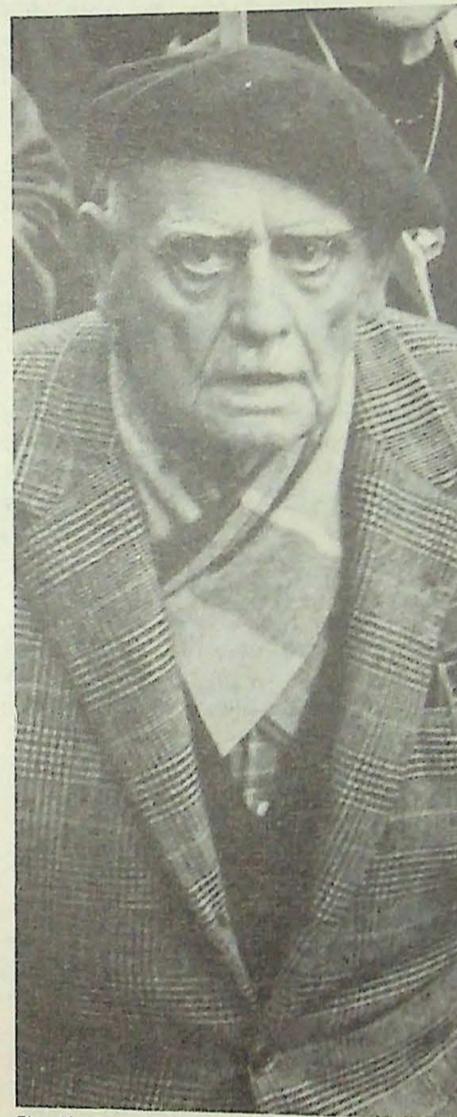
sociale, ni de l'assurance-vieillesse lorsqu'elles étaient productrices, et ne bénéficient donc d'autre revenu que de 100 F par mois. Une enquête de l'I.F.O.P. établie en 1963, faisait apparaître que 2.250.000 personnes de plus de 65 ans vivaient avec 6,60 F par jour, c'est-à-dire avec 2.400 F par an.

Une enquête réalisée en 1965 par le centre de gérontologie du XIII^e arrondissement à Paris, portant sur 985 personnes âgées, indiquait que :

48,3 % ont moins de 400 F par mois et par personne,
22,7 % ont entre 200 et 300 F,
11 % ont moins de 200 F.

Sur les 333 personnes disposant de moins de 300 F, 87 seulement touchaient une allocation pour ressources insuffisantes.

Soulignons que les ressources personnelles, rentes, pensions, as-



Elie Kagan

surances, etc., ne sont pas indexées, c'est-à-dire ne subissent aucun relèvement qui serait proportionnel à l'élévation du coût de la vie, et finissent par assurer un revenu dérisoire (les assurances comportent maintenant une indexation).

Le logement et les loyers touchent plus particulièrement les personnes à faible revenu. Les personnes âgées habitent en ville, principalement dans des logements anciens, aux loyers faibles. C'est justement là que se situe le problème, car les plans de rénovation détruisent peu à peu ces logements pour les remplacer par des immeu-

bles aux loyers élevés. Bien sûr on reloge les expulsés mais au minimum dans des H.L.M., c'est-à-dire à 150 F et plus par mois. En comparant ceci avec les revenus cités on voit que peu bénéficient du relogement. Un décret du 15 mai 1961 prévoit une allocation de loyer pouvant atteindre 75 % du loyer principal, mais les critères d'attribution sont si dérisoires que l'on se demande combien de personnes en ont déjà bénéficié.

Et puis le relogement ne se fait pas sur place, et les personnes âgées ressentent plus durement encore la déportation.

La faiblesse du revenu accentue le sentiment d'être inutile.

L'être humain bénéficie dans notre société d'un statut social par rapport à sa production et à sa consommation, l'inactif n'a donc plus de rôle social. Que répond la société française ?

C'est en termes « d'aide » que les rapports entre actifs et inactifs sont conçus, qu'elle se manifeste matériellement ou psychologiquement.

D'abord celle des associations de tous bords.

Puis celle de l'Etat et des municipalités. La plupart des mairies gèrent un bureau d'aide sociale qui distribue des denrées, organise des banquets et de petites fêtes, et verse des secours. Pour obtenir ces derniers les personnes âgées doivent tous les mois renouveler leur demande. De plus cette aide n'est pas désintéressée. Au moment des scrutins des fêtes sont organisées, puis on vient chercher les vieillards en voiture quand ils ne peuvent pas se déplacer. A Paris, où les municipalités ne sont pas élues mais nommées, on taxe les commerçants pour ces fêtes, et on fait quêter les vieillards dans la rue. Le meilleur quêteur, ou la meilleure quêteuse est cité et reçoit une médaille.

Pour leur assurer des loisirs et rompre leur isolement des centres de gérontologie fonctionnent maintenant dans les grands centres urbains. Un des buts de ces centres est de prévenir l'hospitalisation. Paradoxalement, les vieilles dames qui fréquentent ces centres, que nous avons rencontrées, se plaignent qu'on s'occupe trop d'elles, c'est-à-dire qu'on veuille diriger leur manière de vivre. Les centres préconisent aux vieillards une aide ménagère, service qui devrait être étendu mais à des tarifs moins élevés que ceux qui sont actuellement pratiqués.

Quand les personnes âgées ne peuvent plus vivre seules on les envoie à l'hospice, ou à la maison de retraite. Sur les hospices, chacun connaît des histoires scandaleuses, et vraies, et pourtant ils manquent de places.

Il ne suffit pas de réclamer que le revenu des personnes âgées soit l'équivalent du S.M.I.G., ce qui arrivera progressivement puisque les personnes actuellement actives bé-



Collombert

néficeront de la S.S. et de retraites diverses, il faut trouver des solutions tout de suite.

Les H.L.M. sont trop chères avons-nous dit. Mais ne serait-il pas possible que, tout comme des m2 sociaux sont obligatoires à partir d'un certain nombre de logements, **un foyer pour vieillards soit aménagé dans tous les grands ensembles**, qui serait composé non de studios individuels (la formule H.L.M.) mais de boxes où un certain isolement est possible. Cela ne peut être conçu que comme mesure transitoire, mais mesure immédiate. Et le prix serait abordable, même pour les personnes aux très faibles revenus. Cela éviterait également de séparer les vieillards de toute vie sociale.

Sur le plan professionnel une formation de base, reposant sur une fonction générale, et une formation continue permettraient à l'individu qui arrive à l'âge de la retraite de n'être pas coupé de son centre d'intérêt, pour cela les syndicats doivent se préoccuper de considérer les retraités dans leur branche d'activité.

La prochaine conférence nationale des retraités, organisée par la C.G.T. veut justement mettre au point une organisation. Il ne faudrait pas que cette organisation ait pour but unique la défense des intérêts des retraités.

On a dit que **le nombre croissant des inactifs est lourd à supporter par les actifs**. Là encore des pal-

liatifs peuvent être apportés. Mais c'est une autre politique de l'emploi que celle du gouvernement capitaliste français, qui ferait appel aux femmes et davantage que maintenant aux immigrés, qui permettrait d'équilibrer les charges.

Autre chose : le jour où les personnes âgées auront un revenu suffisant, elles deviendront des consommateurs. Cela ne sera-t-il pas plus rentable que les charges actuelles ? Mais cela exige une autre politique de la vieillesse et surtout une autre conception de la vieillesse.

Si l'on faisait le test du cocotier — tout le monde monte au cocotier, on le secoue : ceux qui tombent sont jugés inutiles à la communauté — bien des gens échoueraient qui pourtant, selon nos critères d'âge, ne font pas partie des vieux — et vice versa.

Il y a en effet des individus qui à 40 ans sont plus usés physiquement, intellectuellement et moralement que ceux de 70 ans. Mais on a l'habitude de découper la population par tranches d'âge sans tenir compte des conditions objectives. Plus de classes sociales, mais des âges sociologiques.

Ainsi un jeune, physiquement adulte vers 14 ans, n'acquiert ce statut qu'une fois intégré dans la production et après avoir répondu aux critères idéologiques qui définissent l'adulte. De la même manière est vieux, pour notre société, celui qui est sorti de la production.

Condition économique qui en fait un être marginal par rapport à la consommation.

La retraite est présentée comme la récompense d'un dur travail. Ne vaudrait-il pas mieux un travail moins dur et une retraite moins brutale — en instituant par exemple un travail à mi-temps pour ceux qui le désirent (sans incidence sur le revenu). Car la retraite, pour quoi faire ? Combien ont le temps, le loisir et la force d'avoir dans leur vie autre chose que leur travail professionnel ? Les grandes vacances se préparent. La liberté attribuée par le capitalisme est une hypocrisie.

Libres d'être seuls, libres de n'avoir pour toute vie que le passé

qui justifie leur présent. Nous avons raison au mois de mai, quand de vieux messieurs nous disaient dans la rue : « Nous avons fait deux guerres pour vous », de répondre : « Quelle importance ? Nous n'étions pas nés ». Mais rien n'était résolu pour autant.

Le présent étant sublimé, soit dans le rêve et les diverses drogues fournies par notre société, soit dans la volonté de changer la société, il ne reste plus aux personnes âgées que la première solution.

Qui bénéficie de cet état de fait ? Ceux qui se présentent comme les défenseurs de l'ordre, de la continuité, de l'autorité, bref ceux qui rassurent. □

BUDGET DES PERSONNES AGEES

	Moins de 1.440 F/an soit moins de 120 F/mois en %	De 1.440 F à 2.160 F/an, soit de 120 à 180 F/mois en %	De 2.160 F à 2.880 F/an, soit de 180 à 240 F/mois en %
Nourriture	53,8	48,4	47
Eclairage et chauffage	11,2	11,3	11,9
Habitat	22	24,3	22,1
Habillement	2,6	2,8	7
Divers	8,3	10,3	10,6
Soins	2,1	2,9	1,4

Revue Travail Social (1965). — On peut retenir que les besoins d'un vieillard sont très voisins de ceux d'un adulte (répartition en % du salaire suivant les postes).

Un processus d'évolution rapide

Interview d'Al Fatah

Un des adjoints de Yassir Arafat présent au congrès de Dijon a bien voulu accorder cette interview à « T.S. ».

T.S. — Comment évolue le combat du peuple palestinien pour recouvrer une patrie depuis ses premiers succès du début 1968?

REPONSE. — Vous savez certainement que le combat mené par notre peuple a été engagé bien des années avant cette date. Cependant, nous considérons que notre première grande victoire est celle que nous avons remportée à Karamé le 21 mars 1968 en repoussant une offensive israélienne de grande envergure (plusieurs milliers de soldats) soutenue par les forces blindées et l'aviation.

Je dois préciser que quelques centaines seulement de nos combattants sont venus à bout de cette force ennemie considérable.

Cette victoire militaire a eu pour conséquence d'engager un processus d'évolution rapide sur plusieurs plans :

Primo : Sur le plan de l'affrontement de l'ennemi :

1) Il a été mis fin au mythe de la supériorité du soldat israélien et par là même s'est affirmée la capacité du résistant palestinien à affronter et à le vaincre.

2) Il a été mis fin également au mythe selon lequel la supériorité technique israélienne constitue un élément décisif qui assure l'ennemi d'une victoire continue. Par là même s'est affirmée la capacité de notre résistance à affronter avec succès l'armement moderne dont dispose l'ennemi.

3) Il a été mis fin au mythe de l'efficacité des moyens de renseignements israéliens.

Secundo : Sur le plan des rapports avec les masses palestiniennes et arabes :

1) Nos masses ont acquis la conviction que l'ennemi, malgré sa victoire de juin 1967, n'était pas invin-

cible, contrairement à l'opinion que la propagande impériale-sioniste tente de faire accréditer.

2) Nos masses ont acquis la conviction que la résistance populaire est sans conteste le moyen efficace d'affronter l'ennemi.

3) La confiance des masses s'est enfin raffermie quant à la justesse de notre ligne révolutionnaire et l'efficacité de notre organisation.

T.S. — Le peuple palestinien se trouve en guerre avec l'Etat israélien et entend construire un Etat palestinien. Comment AL FATAH conçoit-il la possibilité d'une cohabitation et d'une réconciliation entre les peuples palestinien et juif ?

REPONSE. — Nous avons la conviction que l'instauration d'un Etat palestinien démocratique, où tous les citoyens jouiront de droits égaux, est la voie même qui conduit à cette coexistence.

Mais nous pensons également que le succès de cette solution pour lequel nous œuvrons, ne dépend pas uniquement de nous. Les Juifs, où qu'ils se trouvent, en Palestine occupée ou ailleurs, ont le devoir d'œuvrer avec nous en vue de la réalisation de cet objectif.

Nous nous demandons également : Pourquoi est-il possible que les Juifs vivent en France, par exemple, sans y avoir un Etat autonome? Pourquoi en est-il de même pour plusieurs millions de Juifs dans l'Etat de New York? Et pourquoi enfin ne serait-il pas possible que les Juifs cohabitent avec nous?

T.S. — Quel est le programme social d'AL FATAH ? Comment AL FATAH se situe-t-il par rapport au socialisme ?

REPONSE. — AL FATAH est, comme vous le savez, un mouvement de libération nationale. Son programme donc est un programme de

libération nationale. C'est pourquoi nous considérons, en cette étape précise de notre lutte, que le programme de libération nationale a un caractère fondamental.

En d'autres termes, l'instrument de notre lutte en l'étape actuelle est constitué par ce large front national qui rassemble toutes les forces sociales hostiles à l'existence d'un Etat sioniste.

Il va sans dire que nous renforçons sans cesse ce front national dont la direction revient naturellement aux forces les plus engagées dans la lutte de libération.

C'est dire que le problème ne se pose pas pour nous, à l'heure actuelle, en termes de socialisme. Pourquoi ? Parce qu'il se pose avant tout en termes de « rapports de forces » comme dit Lénine. Du reste, il serait sans objet de brandir des slogans socialistes alors même que la lutte engagée n'est pas une lutte de classes.

S'il est actuellement une contradiction fondamentale en Palestine c'est bien celle qui résulte de l'affrontement des forces nationales et des forces usurpatrices sionistes.

Devrai-je dire enfin que la lutte de libération nationale que nous menons est de nature à développer et à rendre plus efficace l'esprit de combat qui anime nos masses déshéritées et à les rendre à même, à l'avenir, de remporter d'autres victoires.

T.S. — Pensez-vous que votre lutte peut avoir des incidences politiques importantes dans les pays arabes voisins de la Palestine ?

REPONSE. — Certainement, puisque la Palestine fait partie de la patrie arabe et que le peuple palestinien fait partie de la nation arabe. Partant, la révolution palestinienne fait partie de la révolution arabe contre l'impérialisme et le sionisme, dans le cadre d'une transformation radicale de la société arabe. □

Création de l' "American Deserters Committee in France"

Pour la première fois, en France, des déserteurs américains se sont regroupés sur des options politiques. Leur opposition radicale à l'agression U.S. au Vietnam et à la domination mondiale de l'impérialisme américain apparaît sans ambiguïté dans le passage suivant de leur communiqué de presse :

« Le but et la stratégie de l'A.D.C. sera de faire la démonstration publique et active de notre opposition à la guerre, de parvenir à une meilleure compréhension et à une meilleure analyse de l'impérialisme américain, de développer et de renforcer le mouvement anti-impérialiste. En tant que partie intégrante de la gauche américaine, notre tâche la plus importante sera de favoriser l'option de l'exil chez ceux qui sont à l'armée et se trouvent forcés de collaborer avec la machine de guerre et ses profiteurs. Nous voulons nous efforcer de fournir aux G.I.'s des informations sur la guerre, de leur faire prendre conscience de leur rôle de maillon dans le complexe industriel-militaire, et d'aider ceux qui ont décidé de se joindre à notre mouvement. »

La précision suivante montre encore plus nettement ce qui différencie l'A.D.C. des autres mouvements existants :

« Nous considérons que notre décision de désertir, de refuser toute participation à la guerre, est un acte politique, qu'elle constitue un rejet du « choix » entre participation à la guerre d'agression contre le Vietnam ou soumission à l'injustice américaine. Désertir n'est pas seulement, pour nous, une forme de protestation morale, mais aussi un moyen de rendre une telle protestation effective, de regrouper nos forces en exil et de développer une stratégie commune contre l'exploitation, par notre gouvernement, du Vietnam et des autres pays sous-développés. »

C'est dire que l'A.D.C. refuse toute discussion sur la question de l'amnistie et que ses membres ne rentreront pas aux Etats-Unis tant que durera la guerre du Vietnam et tant que des centaines de résistants seront emprisonnés ou persécutés comme actuellement. C'est dire aussi que son soutien au F.N.L. et à la R.D.V. est total, ainsi que sa solidarité avec les forces de libération du tiers monde et avec le mouvement afro-américain.

• Toute correspondance est à adresser à : M. Billardet, 33, rue Vauttier, 92 - Boulogne.
Pour appui financier : C.C.P. 3856 Paris, M. Vidal-Naquet.

La pratique socialiste

Serge Mallet

Le 9^e congrès de la Ligue des communistes yougoslaves qui s'est achevé la semaine dernière est considéré à la fois comme un grand événement de politique internationale et, sur le plan intérieur yougoslave, ouvrrière fut proclamée « principe fondamental de la société yougoslave ». Serge Mallet qui y a participé dit ici pourquoi.

On avait dit de ce 9^e congrès qu'il serait celui de la « succession » de Tito. Le maréchal (77 ans) est apparu en pleine vigueur physique et intellectuelle, comme si les deux grands événements qui ont secoué la Yougoslavie en 1968 (révolte des étudiants de Belgrade en juin et invasion de la Tchécoslovaquie en août) lui avaient rendu une nouvelle jeunesse. En fait, le 9^e congrès constitue surtout un approfondissement de la ligne suivie par les communistes yougoslaves depuis quinze ans et, en même temps, une autocritique sérieuse de certaines conséquences de cette ligne.

Les communistes yougoslaves poussent jusqu'à ses plus extrêmes conséquences la séparation des activités de l'Etat et celles du Parti : l'incompatibilité des fonctions entre les charges officielles et les responsabilités du Parti est traduite dans les faits. Seul Tito lui-même échappe à cette règle. L'Etat lui-même est soumis à un processus accentué de « dépérissement » au profit des divers organismes nés des processus d'autogestion. La « désétatisation » de l'armée s'accroît. Elle est d'autant plus significative qu'elle se produit en un moment de forte tension internationale et se démarque ainsi brutalement de l'évolution en cours en Union Soviétique et en Pologne, où le rôle de « l'armée de métier » ne cesse de s'amplifier.

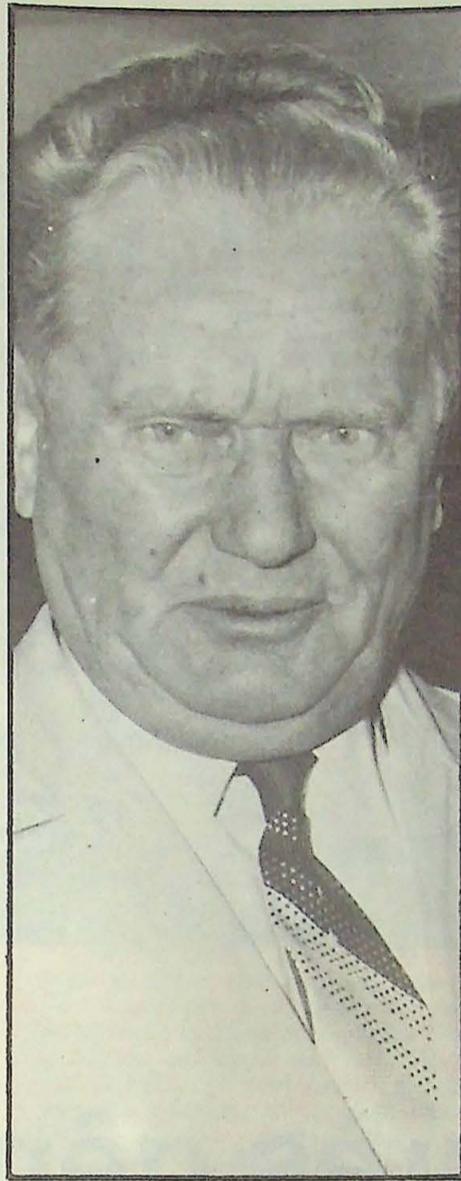
Il y a deux ans, le corps des officiers de métier, et avec eux de nombreux hommes politiques, dé-

fendaient la thèse d'une armée « stratégique » — c'est-à-dire hautement professionnalisée. Les éléments de « gauche » du parti développaient, au contraire, la notion d'une armée populaire, de type partisans, donc défensive. C'est cette voie qui a été choisie au moment de la crise tchécoslovaque et ratifiée par le Congrès. Le système de la « défense nationale totale » qui organise et prépare « l'ensemble de la population » à la formation militaire et l'armée en permanence répond à deux soucis : celui de résister à toute agression des forces « impérialistes et hégémoniques » (les deux grands blocs militaires) et celui de prévenir toute tentative des éléments « bureaucratiques étatiques » de freiner l'évolution de la Yougoslavie vers une véritable société socialiste. Le sévère avertissement adressé par Tito à « toute tendance visant à séparer la jeunesse intellectuelle des autres parties de la jeunesse » se réfère explicitement aux attaques portées en juin 1958 contre le mouvement étudiant par une fraction de la classe dirigeante.

En même temps que s'affirme le processus de séparation de l'Etat et du Parti, celui-ci renforce ses structures et sa cohésion. Cela se traduit par le développement de masse des organisations de la Ligue dans les entreprises et les localités, par le renouvellement accéléré et le rajeunissement de ses cadres, par la création d'un comité exécutif collégial composé des présidents et secrétaires des Comités, des Républiques fédérées.

En même temps que se voit renforcé le rôle coordonnateur de la Ligue des communistes yougoslaves le Congrès introduit le principe d'une plus grande démocratie interne : non seulement le droit de discussion est largement reconnu à tous avant la prise de décision, mais les minoritaires ne seront tenus que d'appliquer — et non de défendre — les positions adoptées, ils ont le droit de se retirer des organismes responsables pour ne pas avoir à faire appliquer des décisions qu'ils réprouvent.

Cet élargissement de la démocratie intérieure de la Ligue communiste yougoslave s'accompagne de recommandations politiques précises : le Congrès a explicitement reconnu que la mise en place de la



AGIP

réforme économique avait favorisé, non seulement une exagération des disparités sociales, mais qu'elle avait entraîné la création de sources de revenus « sans rapports avec le travail fourni ». Il a décidé d'engager une lutte rigoureuse contre le développement de ces phénomènes que les étudiants dénonçaient sous le nom de « bourgeoisie rouge ».

De même, la reconstitution d'une direction panyougoslave effective s'accompagne d'une mise en cause sévère des résurgences « nationalistes » qui se manifestent à travers la politique économique, par les « égoïsmes nationaux » des républiques les plus riches de la Fédération (Croatie et Slovénie) à l'égard des républiques sous-développées.

Face aux dangers extérieurs, les communistes yougoslaves ont réagi, non par le repli national, mais par un très net renforcement de l'affirmation socialiste et révolutionnaire de leur « expérience ». Deux faits sont ici très significatifs.

Tout d'abord, la notion de « voie yougoslave au socialisme » est en fait abandonnée. Il n'y a pas de voie yougoslave, mais bel et bien une pratique yougoslave de la construction d'une véritable société socialiste, opposée à la déviation bureaucratique et étatique du socialisme. Affirmée avec force pour la première fois par Tito, cette thèse ne fera sûrement nul plaisir aux Soviétiques. Elle a été vigoureusement applaudie par les délégués des partis qui avaient envoyé une délégation à ce Congrès, boy-

cotté par les pays du pacte de Varsovie : P.C. roumain, P.C. italien, P.C. d'Europe occidentale, P.C. en lutte contre l'impérialisme ou le fascisme intérieur (Vietnam, Espagne et Grèce), mouvements socialistes de gauche invités pour la première fois en tant que « partis frères ».

Deuxième fait significatif : l'atmosphère de Belgrade elle-même, presque uniquement décorée de drapeaux rouges, le drapeau yougoslave étant seulement hissé sur les bâtiments publics.

Dans ces conditions, l'absence des partis communistes de l'Est (y compris celle, forcée, du P.C. tchécoslovaque) n'a rien d'étonnant. Le Congrès de Belgrade a révélé le degré réel d'indépendance ou de détachement des partis à l'égard de la direction néo-stalinienne : on a beaucoup ironisé, à Belgrade, sur la pantalonnade du P.C. français transformant son unique « délégué », Jacques Denis, en « observateur ».

Les diplomates ont noté que pas un seul mot, ni dans les rapports, ni dans les interventions, ne visait la Chine. De même, ils ont noté la formule de Tito concernant l'Albanie dont « l'intégrité et l'entière indépendance sont l'élément essentiel de la stabilité et de la paix dans les Balkans ». En revanche, le congrès de la L.C.Y. a dénoncé avec force les revendications chauvines de la Bulgarie sur la Macédoine : c'est cette même Bulgarie que la Chine menace de représailles au cas où elle tenterait de porter atteinte à la souveraineté albanaise. Du coup, les diplomates se demandent si, face aux « hégémonistes » on n'est pas en train d'assister à un rapprochement discret des deux seuls partis communistes qui ont fait leur propre révolution sans l'aide des Soviétiques — et, dans un cas comme dans l'autre, contre la volonté de Staline. □

Grève de la faim

Guy Martin, étudiant en philosophie, Pierre Dolgorouky, stagiaire à l'A.F.P., et François Devantoy, peintre, font la grève de la faim depuis quelques jours; pour obtenir le régime politique qui leur est refusé depuis le 28 octobre 1968.

Ils ont décidé, le 26 octobre, de lancer un cocktail Molotov contre une librairie, en réponse à l'attaque par des éléments d'extrême-droite du journal « Action ».

Ils sont donc en prison depuis cette date, et, bien qu'ils aient insisté sur les motifs politiques de leur acte, sont toujours soumis au régime de droit commun.

Ils sont les seuls inculpés dans ce cas-là. En effet tous les autres inculpés actuellement en prison pour leur opposition au régime, ont le régime politique.

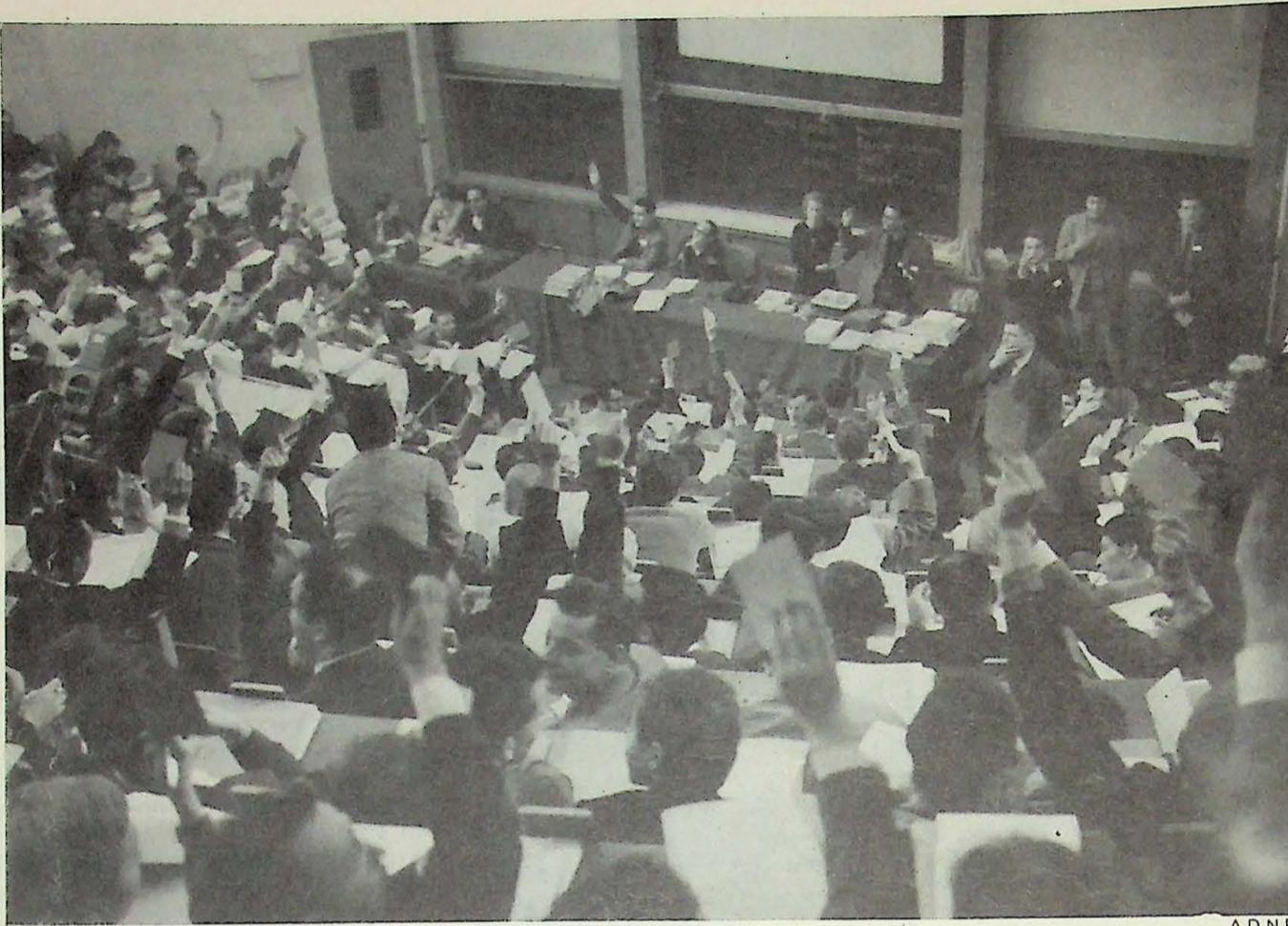
Leur avocat, M^o Jouffa, a adressé une lettre au garde des Sceaux insistant sur la discrimination injustifiable qui existait entre eux et les autres catégories d'inculpés à qui sont reprochées pourtant les mêmes actions. □

du nouveau pour votre équipement stencil, le duplicateur Gestetner 466

Le duplicateur 466 apporte de nouveaux et nombreux progrès au procédé stencil. La simplicité de manœuvre, l'automatisme de fonctionnement et de réglage permettent à un opérateur, même novice, d'obtenir rapidement 10, 100, 1000, 5000 copies impeccables.

Voulez-vous être mieux informés des récents progrès de la duplication? Demandez à Gestetner la documentation qu'il a réunie à votre intention. Vous y trouverez d'intéressantes précisions sur la gravure automatique des stencils.

Gestetner - Service 686 - 71, Rue Camille Groult - 94-VITRY - Tél. 482-47-85



A.D.N.P.

S. N. E. Sup.

Un congrès gêné par la lutte de classes

Gustave Massiah

Le S.N.E.Sup. est tombé. Avez-vous entendu les hurlements de joie de toute la presse, la discrète satisfaction affichée dans nos ministères, les frémissements d'aise de tous nos mandarins de l'Université qui pourront enfin, prendre leurs cartes de syndiqué en ayant l'assurance que leurs revendications seront défendues, qu'ils pourront brandir leur brevet de révolutionnaire sans pour cela se retrouver engagés dans des actions inconséquentes. Donc, pour tous ces braves gens, l'Université va rentrer dans l'ordre et retrouver son harmonie, la pacification est en bonne voie, l'intégration est proposée aux enfants égarés et les irrécupérables, enfin isolés, vont pouvoir être ramenés à la raison. Ils devraient pourtant savoir, depuis le temps, que l'on n'a jamais réussi à soigner les rièvres en cassant les thermomètres et que si l'Université est en surchauffe c'est parce que les contradictions de la société y apparaissent en pleine lumière : la lutte de classes ne se résume pas à quelques troubles.

Les quasi-scissionnistes

Il y a déjà longtemps que le syndicat était tiraillé. En fait, depuis le mois de juin tous ceux qui avaient bousculé, ou effrayé le souffle du mois de mai, cherchaient le moyen de prendre leur revanche. Nos camarades du P.C.F. leur ont fourni l'alibi et

l'occasion. Profitant d'erreurs tactiques et de maladresses, permettant et soutenant des campagnes de presse calomnieuses, s'en prenant personnellement en déformant leurs propos aux membres du bureau national, foulant aux pieds l'idée même de la discipline syndicale, ils avaient réussi à provoquer une quasi-scission du syndicat.

A ce propos, ce qui s'est passé lors de la manifestation organisée contre la répression est exemplaire. A la suite des exclusions, le S.N.E. Sup. décidait d'organiser une délégation massive des enseignants, de la Sorbonne au Ministère de l'Education nationale. Après discussion en commission administrative, le principe de cette manifestation fut adopté par tous les représentants des différents courants. Il fut même admis que, dans un souci d'unité syndicale et à la demande de nos camarades du P.C.F. ne seraient abordés, au cours de la manifestation, que les problèmes de répression à l'exclusion de la lutte contre la loi d'orientation contrairement à ce qui avait été décidé auparavant. Malgré cela, nous apprenions, avec stupeur, que nos camarades quasi-scissionnistes s'étaient rendus, en délégation et... en métro... au ministère et avaient été reçus par M. Edgar Faure, à qui ils avaient demandé — poliment bien sûr — l'indulgence pour

quelques-uns des étudiants ce qui montre bien que la combativité syndicale bien comprise peut passer par la demande de grâces individuelles et non par la défense des principes élémentaires. Pendant ce temps-là les enseignants qui avaient répondu à l'appel lancé par tous se retrouvaient refoulés par la police et contraints d'occuper la Sorbonne. Ils pouvaient alors entendre M. Faure expliquer qu'il avait reçu une délégation mais que le problème dépendait du ministère des Armées, ce qui n'empêchait pas le même ministre de l'Education nationale d'annoncer à la même radio, car la Sorbonne était occupée, le droit, il suffit de quelques heures à un agrégé pour s'en rendre compte, permettrait aux étudiants de retrouver leur surcis si jamais ils étaient reconnus non coupables.

C'est cette même conception de la discipline syndicale qui permettait à un de nos camarades d'affirmer fièrement à la tribune du congrès que sa section, à son instigation, n'avait pas suivi la grève décidée par les instances nationales. C'est elle aussi qui a permis à des secrétaires de section de ne pas diffuser les informations, de retarder malgré les demandes les adhésions dites de « gauchistes » et d'instituer le vote par correspondance, car tout le monde le sait, certains syndiqués se déplacent difficilement.

Mais voici le congrès. Nos quasi-scissionnistes sont là en force ; ils sont les farouches partisans de l'unité, de l'unité à tout prix, avec tout le monde. M. Edgar Faure pourrait aisément entrer dans le syndicat qu'ils préconisent, ses revendications matérielles et morales, en y incluant même sa loi d'orientation, seront bien défendues. Donc, pendant trois jours, des batailles de procédures et l'actuelle minorité se montre souvent maladroite. Nos camarades présentement unitaires sont contre la prise en considération du dossier d'admission au syndicat des élèves de l'Ecole normale supérieure, accusés de pratiquer l'entrisme, ils sont pour que les délégués de province se couchent tôt, ils sont, un jour, pour respecter l'ordre du jour et le lendemain pour le modifier... Par exemple, samedi soir quand l'actuelle minorité demande un vote indicatif, il est refusé sous prétexte que l'ordre du jour ne le prévoyait pas et qu'il y a trop d'absents, vu l'heure. Or, après le vote nominal, il y avait en tout dix absents, et le lendemain, ils remettaient en cause l'ordre du jour. Par-dessus tout cela, toute personne prenant la parole était taxée d'anticommunisme. Vous souvenez-vous de l'histoire de ce postulant bègue à un poste de speaker qui se plaignait, une fois refusé, de l'antisémitisme des dirigeants de l'O.R.T.F. Peut-être faudrait-il expliquer un jour à nos camarades le danger qu'il y a, pour nous tous, à pousser les militants à confondre systématiquement anticommunisme et anticonservatisme.

Le débat idéologique

Du fait de toute cette procédure, le débat idéologique fut assez réduit, il fut tout de même assez clair. Du côté de la majorité, des idées assez simples : trêve d'idées fumeuses, halte à l'aventurisme, pour la défense des acquis positifs, ceux de mai et ceux de la loi d'orientation, défense des revendications de nos collègues, de leurs intérêts matériels et moraux, étude des problèmes pédagogiques et d'ailleurs ceux qui sont contre la hiérarchie dans les carrières font preuve d'égalitarisme démagogique.

Du côté de la minorité, plusieurs motions avaient été présentées. Il était entendu qu'une plate-forme syndicale commune regrouperait les différents courants. Malheureusement, la discussion sur nos divergences n'avait pas été suffisamment menée avant le congrès en raison de l'urgence des actions à entreprendre. Quelques leçons toutefois, la motion présentée par Geismar ne recueille que 92 mandats sur 5.600, marquant le recul des options spontanistes et le courant proche de l'A.J.S. ne recueille que 124 mandats payant ainsi le rôle joué dans l'ouverture prématurée de la crise. En dehors de cela, l'accord sur les objectifs est très large. Les options sont claires : la carrière unique, c'est-à-dire le salaire fonction du travail et des responsabilités réelles et le refus de la confusion entre le grade et les fonctions, la lutte contre la répression et la loi d'orientation, la solidarité avec le mouvement étudiant, la nécessité de la lutte idéologique, la mise en place d'un syndicat offensif regroupant tous les enseignants progressistes voulant se battre pour la transformation de l'Université et de la société.

En résumé, il y a d'un côté ceux qui pensent que la lutte des classes passe au sein de l'Université et de l'autre, tous ceux pour qui... la lutte des classes... entre l'Université et l'Etat peut-être ? Enfin, si vous en trouvez une pas trop gênante, vous trouverez certainement preneur. Il y a aussi un centre, pas très nombreux. il s'est retrouvé entre le P.C.F. et la « gauche ». Et la droite alors ? Les conservateurs ? Eh bien, il n'y en a plus, en France tout le monde étant brimé par les monopoles, la droite n'existe plus, c'est une invention gauchiste.

Le congrès est terminé, passons sur la fin et sur les maladroites d'une majorité tellement sûre d'elle qu'elle en oublie même que la minorité n'est pas dans la salle avant de passer au vote de questions controversées. Francis Kahn a affirmé la volonté de continuer la lutte et Bernard Herzberg a su montrer, avec dignité malgré les attaques dont il était l'objet, que la minorité saurait prendre ses responsabilités. Quand Emmanuel Terray propose d'ouvrir le débat sur la grève décidée pour soutenir les revendications de carrière unique, il lui est

répondu qu'il n'était pas sérieux d'en parler en ce moment.

M. Innocent contrôle donc l'appareil du syndicat. Bien sûr, il le répète si souvent, il ne fait partie d'aucune organisation. Pour le reste, reportez-vous à ces conférences de presse, de « l'Humanité » à « l'Aurore », il ne sera pas censuré et ses paroles ne seront pas trop déformées.

Mais l'appareil du S.N.E.Sup. n'est pas la lutte syndicale. Depuis quelque temps le redressement est déjà sensible, la participation a fait ses preuves et de plus en plus les enseignants se rendent compte des forfaitures. Le seul danger est celui de l'isolement de plus en plus grand du mouvement étudiant et les conséquences que pourrait avoir le soutien par l'appareil du S.N.E.Sup. à la scission de l'U.N.E.F. Quoi qu'il arrive la lutte continue, non seulement parce que nous le voulons, mais parce que les contradictions éclatent et qu'aucun étouffoir quelles que soient sa volonté et son efficacité ne pourra empêcher les étudiants et les enseignants progressistes de rejoindre la vraie lutte des travailleurs. □

Dijon - P.S.U.

Résolution universitaire

Le précédent numéro de « Tribune Socialiste » a publié par erreur un simple projet de résolution sur les luttes universitaires. La commission du Congrès a repris une partie de ce texte mais a développé une étude plus fouillée de la réalité universitaire. On trouvera ci-dessous le texte de la résolution définitive adoptée par le Congrès à l'unanimité, moins une voix.

De tous temps l'université n'a eu d'autre rôle que de renforcer la domination de la classe au pouvoir. A cette fin, elle devait non seulement remplir les fonctions que lui imposaient les rapports sociaux économiques existants mais encore justifier (en tant que participant à la création et à la diffusion de l'idéologie) la place de la classe dominante dans ces rapports.

La formation, la culture générale, dispensée à l'université libérale correspondait au souci de la bourgeoisie de s'identifier à la révolution scientifique, d'apparaître comme facteur de progrès et plus généralement de justifier sa domination sociale par une prétendue supériorité intellectuelle. Le mythe de la promotion individuelle, dans ce cadre, correspondait à la domination du capitalisme de concurrence.

Cette université s'adressait essentiellement aux fils de la bourgeoisie.

Quant aux exigences de l'économie en matière technique et scientifique, elles étaient assurées essentiellement par les écoles d'ingénieurs à une époque où responsabilités techniques et direction s'assimilaient largement au niveau de l'appareil de production.

Le développement extraordinaire des techniques, l'arrivée à l'université des couches moyennes d'autre part allaient modifier cet équilibre.

1. — L'importance grandissante de la recherche dans le développement des forces productives à une époque de concurrence internationale féroce rendait nécessaire une liaison étroite entre université et économie.

2. — Le développement considérable du machinisme entraînait une demande croissante de techniciens qui,

du fait de la division accrue du travail, n'auraient aucune participation à la direction. Ainsi la formation dispensée à l'université à une masse croissante d'étudiants devenait inadéquate.

3. — Le développement de la planification du travail et l'utilisation du progrès technique par l'accroissement des profits rendaient inévitable la soumission du machinisme au développement du capital. Ainsi l'extension de l'exploitation apparaît non pas seulement due à l'organisation capitaliste de la production, mais aussi aux impératifs techniques prétendument « neutres ».

A l'importance prise par la technique dans les rapports capitalistes devait correspondre une idéologie : la technocratie. C'est dans le cadre d'un système universitaire en proie à ces contradictions que le mouvement étudiant allait se développer.

1. — A partir d'objectifs anticapitalistes qui lui sont propres :

— Crise du système de formation correspondant à l'instauration d'une dualité de formation par différents systèmes de sélection et d'orientation.

— Crise due à la croissance de la scolarisation en partie inintégrable dans le système universitaire ;

— Crise du devenir professionnel rejoignant le problème de la division accrue du travail.

2. — Dans le contexte de la crise idéologique de la bourgeoisie où la contradiction entre les valeurs traditionnelles et la réalité des faits apparaissait clairement (guerre impérialiste — aliénation croissante de la culture — limitation du développement collectif, etc.).

C'est dans le cadre de cette crise générale qu'il convient de situer la loi Faure.

1. — Certes le mouvement étudiant fonde sa nature à partir d'objectifs anticapitalistes qui implique son ralliement au combat de la classe ouvrière. Mais le mouvement étudiant reste pour une part un élément marginal dans la lutte des classes dans notre société.

C'est de son niveau de conscience politique que dépend son ralliement à la classe ouvrière. Il est évident que dans ces conditions briser le mouvement étudiant, le désolidariser de son avant-garde qui a une conscience claire de la jonction nécessaire des luttes étudiantes et des luttes ouvrières, était l'opération politique qui devait tenter le gouvernement pour éviter que le mouvement étudiant en bloc ne s'oppose à lui dans la lutte des classes.

C'est le premier but de la « participation » : faire participer le mouvement étudiant à l'université bourgeoise pour le ranger aux côtés de la bourgeoisie.

2. — La loi Faure est une reprise, sous une forme libérale, d'un certain nombre des objectifs du plan Fouchet, qui voulait adapter l'université au néo-capitalisme.

C'est ainsi que se dévoile toute la mystification de la loi Faure qui, à travers le mythe de la participation, asservit l'université au capitalisme.

Il résulte de ce qui précède que dans le cadre des analyses que le Parti a toujours développées sur l'importance du système universitaire dans le régime capitaliste au stade actuel, que le PSU doit tout mettre en œuvre pour dénoncer la véritable nature des projets de « participation » et leur faire échec. Les militants du PSU proposeront aux forces du mouvement les objectifs capables de lui redonner l'offensive :

— L'institution d'un contrôle étudiant sur les décisions qui concernent l'enseignement supérieur ;

— La critique de l'enseignement et de son contenu idéologique, à tous les niveaux ;

— La proposition de formes de contrôle des connaissances qui puissent briser le système traditionnel des examens et des concours, et mettre en cause le type de connaissances et de sélection qu'ils supposent ;

— La critique des bases mêmes de l'enseignement supérieur dans ses rapports avec la recherche comme avec le monde du travail, ce qui implique la dénonciation du découpage des unités d'enseignement et des disciplines, du statut des grandes écoles, et de l'instauration d'universités concurrentielles ;

— La lutte contre toute formule d'enseignement court qui enfermerait les élèves ou les étudiants dans des impasses et les lierait au système d'emploi actuel ;

— La mise en cause du pouvoir professoral, pour transformer les conditions de l'enseignement et agir sur les fondements du rapport enseignants-enseignés ;

— La réalisation effective des libertés politiques et syndicales, avec les moyens qu'elles impliquent ;

— Le rapport entre les luttes universitaires et les luttes ouvrières aussi bien sur l'enseignement que sur les objectifs politiques d'ensemble ;

— Le développement des luttes anti-impérialistes en rapport avec celles qui se mènent à travers le monde pour briser le carcan de l'hégémonie américaine et de tous les autres impérialismes.

Dans cette perspective les étudiants du PSU participeront activement au développement de la seule organisa-

tion de masse capable de donner tout leur sens aux luttes étudiantes : l'UNEF et ses comités d'action. Ils combattront toutes les tentatives extérieures qui cherchent à briser la force du mouvement avec la complicité du pouvoir : qu'il s'agisse de la FNEF ou des comités dits « de renouveau » que le PC s'efforce de créer en dehors de l'UNEF et contre elle.

Dans le supérieur, étudiants et enseignants s'efforceront de promouvoir les structures qui leur permettront d'imposer par des formes de lutte adaptées les décisions correspondant aux objectifs du mouvement.

Pour leur part, les lycéens du PSU chercheront à développer dans tous les établissements des Comités d'Action lycéens qui réunissent ceux qui veulent un véritable mouvement lycéen construit sur ses propres bases avec ses objectifs propres, et capable de développer une large prise de conscience des conditions réelles de l'enseignement et de la vie scolaire dans la société capitaliste sans se confondre avec la défense corporatiste de pseudo-intérêts lycéens. Ils travailleront à l'union dans la lutte des CAL, de l'UNEF et de tous les enseignants qui entendent assumer les objectifs du mouvement de mai.

Dans les différents secteurs où ils se trouvent, les enseignants du P.S.U. s'inscriront activement dans les luttes qui visent à :

— briser la dépendance de la fonction enseignante vis-à-vis de la domination idéologique de la bourgeoisie ;

— mettre en cause le type de culture diffusé à travers l'enseignement ;

— ouvrir l'enseignement au monde du travail, c'est-à-dire celui des travailleurs, tant dans son contenu que dans son fonctionnement même.

Ils participeront activement à l'effort nécessaire de rénovation du syndicalisme enseignant, dans ses structures, ses orientations, ses modes d'action. Ils contribueront ainsi à redonner aux organisations de masse que sont les syndicats enseignants, dans le respect de leur autonomie, les bases théoriques et pratiques dont elles ont besoin pour jouer à nouveau un rôle actif dans les luttes pour la libération des travailleurs et la construction d'une société nouvelle.

Face à la loi et aux décrets Edga. Faure, loin de se laisser entraîner sur le terrain miné de la « participation » et sur les faux clivages qu'elle peut provoquer, les enseignants du P.S.U. chercheront à unir leur action à celle des lycéens et des étudiants pour opposer à la stratégie gaulliste une politique universitaire propre à préparer les conditions de l'alternative socialiste. Ils s'opposeront à toute forme de répression, quelles qu'en soient les raisons, qui aboutirait à limiter la liberté ou la capacité d'expression des élèves et des étudiants, individuellement ou collectivement.

Afin d'assurer les coordinations nécessaires au développement des luttes universitaires et à l'élaboration de la politique du Parti dans ce domaine, la commission nationale enseignement réunira les membres de la direction politique concernés ainsi que les responsables des secteurs intéressés. Elle mettra en place des moyens d'étude sur les thèmes qu'il lui paraîtra important de développer, ainsi qu'une structure de liaison entre les commissions fédérales ou correspondants fédéraux pour faciliter l'échange des informations et la convergence des actions. Elle sera étroitement reliée au bureau national chargé de prendre ou de préparer les décisions politiques nécessaires. □

Un syndicalisme intégré

De notre correspondant particulier Louis Henry

Lors de la célébration du 100^e anniversaire de la fondation des syndicats, Ludwig Rosenberg, ex-président du DGB (Confédération Générale des Syndicats allemands) a déclaré que l'objectif final était de procurer à tous une vie « plus humaine, plus digne et plus libre ». Il a également incité les travailleurs à réfléchir sur les « questions fondamentales de leur existence » tout en les mettant en garde contre les « dangers résultant de la confusion entre la fin et les moyens ». Comment se représenter le syndicalisme ouest-allemand ? En Allemagne de l'Ouest, il n'existe pas d'organisations comparables aux grandes confédérations françaises mais des centrales ouvrières par secteurs de production : métallurgie, chimie, mines, etc. Ces syndicats qui rassemblent des travailleurs parfois venus d'horizons éloignés de l'opinion ne peuvent prétendre à une interférence sociale extérieure liée de près ou de loin à la poursuite d'objectifs en concordance avec le programme d'un parti politique.

En 1950, la masse salariale ouest-allemande était évaluée à 14 millions de travailleurs dont 5 millions 1/2 relevaient de centrales ouvrières appartenant au DGB, l'organisation pilote la plus importante dont le siège est à Düsseldorf. En 1961, si le chiffre global des travailleurs approchait les 22 millions, celui des syndiqués se trouvait porté à 6 millions 1/2. La direction de la Confédération générale est composée de 9 membres élus parmi les leaders de 16 syndicats d'industries allant de la sidérurgie aux biens de consommation courante. Parmi les plus actifs : l'IG. Metall (métallurgie), les Transports et Services Publics, l'IG. Bergbau (mines) et l'IG. Chemie (produits chimiques).

Si l'on considère qu'un ouvrier allemand sur trois est syndiqué, l'effectif total des travailleurs organisés est constitué par 80 % d'ouvriers, 11 % d'employés et 8 % de fonctionnaires. Sur 100 syndicalistes, 17 sont des femmes. Outre le DGB, qui n'a pas craint d'engager des discussions sur les questions de politique interne comme la législation d'exception, le réarmement, l'atome et la cogestion, il existe encore des formations syndicales comme le DAG (Employés autonomes) fort de 450.000 membres et le DBB (Fonctionnaires autonomes) atteignant 657.000 adhérents. Hormis la revalorisation des salaires et la défense des avantages socio-professionnels attachés aux différentes catégories, leur rôle est anodin sitôt qu'on l'envisage dans l'optique de l'émancipation authentique des travailleurs. On peut en dire autant des syndicats chrétiens qui établissent en moyenne générale 200.000 cartes.

L'intégration

Cette forme de syndicalisme presque exclusivement revendicatif porte naturellement à critique. Il est promis à une crise grave dans la perspective progressiste qui caractérise par anticipation la société future comme il peut subir le contrecoup de la détérioration inopinée de la situation con-

joncturelle sous l'effet de spasmes économiques et monétaires. La cause est simple : il est en prise directe avec l'action permanente de l'Etat, elle-même influencée par la pression constante des groupes d'intérêts, des monopoles et du patronat en général dissimulés à l'arrière-plan.

Socialement parlant, l'IG. Metall a eu le mérite de prendre position contre la législation d'exception et a, pour cela, déplié ses bannières le 11 mai 1968 à Bonn, jour de la Marche de protestation, ses tambours ont allégrement entraîné les cortèges du 1^{er} mai dans les villes de la Ruhr et de Rhénanie, il soutient de ses deniers les étudiants du SDS et l'opposition extra-parlementaire, mais comment peut-il se satisfaire d'une action pensée en dehors de cela en fonction de l'« establishment », d'un ordre conventionnel usurpant la réputation démocratique ?

Après le second conflit mondial, les Allemands ont cru bien agir en reconstituant le syndicalisme par branches d'industrie dans l'esprit — un peu étroitement positiviste — de la restauration du patrimoine national. Ils escomptaient tirer de l'initiative un surcroît de prestige pour leurs organisations et par suite un regain d'autorité. Il ne peut être contesté aujourd'hui que cette forme d'action, mis à part les travaux réformistes et touchant les conventions collectives, le statut des délégués du personnel, les assurances sociales et la cogestion, ne s'est avérée d'aucune utilité eu égard à la subordination sociale abusive et à la lutte de classes. Cela indépendamment de l'aspect colossal que confère les nombreuses cotisations ! En 1963, le DGB soutint une semaine de grève dans le Bade-Wurtemberg et dépensa 25 millions de marks. Il possède sa banque, elle vient au 4^e rang pour l'importance dans toute l'Allemagne.

Les têtes

Dernièrement, il s'est agi de désigner le successeur de Ludwig Rosenberg, démissionnaire, à la tête du DGB. La tâche fut malaisée pour découvrir un volontaire. Otto Brenner, leader de l'IG. Metall (l'organisation la plus puissante du monde pour l'industrie) déclina l'offre. Walter Arendt, dirigeant influent des mineurs n'accepta pas davantage, pas plus qu'Adolf Mirkes, du syndicat du cuir. Leber (SPD), ex-leader à la Construction entre-temps promu ministre des Transports dans le cabinet de Kiesinger s'empressa de remercier : contre cet honneur il n'entendait pas troquer son job.

Déjà financièrement parlant, le DGB dépend étroitement des syndicats d'industries qui lui abandonnent seulement 12 % des cotisations ; la Centrale générale se démène depuis 20 ans pour obtenir des pouvoirs élargis contre les chefs des industries-clés mais en vain. Finalement le choix s'est porté sur Kurt Gscheidle (postiers), 44 ans dont on dit qu'il n'est pas un mou. Député SPD, ses qualités lui ont valu d'être désigné par les sociaux démocrates pour examiner l'affaire Gerstenmaier, ce qui prouve que son



Ludwig Rosenberg



Otto Brenner

autorité déborde le cadre parlementaire. On lui prête des intentions offensives pour le maintien des droits des travailleurs dans la législation d'exception ; il s'était prononcé contre cette dernière au Bundestag.

Malgré le développement de son programme éducatif : post-scolarité, formation et perfectionnement des apprentis, des adultes, des cadres syndicaux, reconversion, malgré ses aspects positifs dans les domaines culturel et socio-professionnel, le syndicalisme ouest-allemand souffre de la monotonie de ses débats, de l'uniformité des revendications, affiche une retenue à l'endroit de la classe gouvernante et du patronat. Il n'a pas su se sortir de l'emprise de l'Etat ni lui échapper en bousculant un appareil bureaucratique éminemment kafkaïen. Peut-être a-t-il hésité à affronter l'autoritarisme primitivement destiné à contrer le P.C.

La cogestion

Toujours est-il que son intégration le porte à tenter cette expérience tierce entre le capitalisme et le socialisme : la cogestion. La cogestion serait le droit pour les travailleurs de participer au contrôle de l'entreprise à la condition de figurer au préalable dans un comité de surveillance. Ce comité est constitué par moitié de représentants du patronat et de travailleurs, plus un « neutre ». Les représentants des travailleurs sont, d'une part des ouvriers de la firme, élus par les délégués du personnel et d'autre part, des syndicalistes désignés, les uns par le DGB et les autres par le syndicat de la branche, plus un « neutre » ayant la confiance des ouvriers. Le comité de surveillance élit le comité directeur de l'entreprise.

La 1^{re} loi sur la cogestion date de 1951, elle prévoyait la création d'un nouveau poste : le Directeur du Travail, élu avec l'assentiment des travailleurs membres du comité de surveillance. Elle a contribué à nantir de pouvoirs cogestionnaires, 450 syndicalistes répartis en 70 entreprises du Pool charbon-acier. Si la cogestion n'est pas encore le fait, tant s'en faut, de la masse des entreprises, le DGB a demandé que son principe soit étendu, non seulement à toutes les sociétés anonymes, mais encore à toutes les sociétés capitalisées d'au moins 2.000 ouvriers présentant un bilan de 75.000 marks ou un chiffre d'affaires de 150.000.000 de marks. Actuellement, le rapport de représentation des travailleurs dans les comités de surveillance des sociétés capitalisées n'est que de 1/3 ; ces dernières ne sont pas encore dotées de « Direc-

teur du Travail ». Dans les autres entreprises, ainsi que les moyennes et les petites, la cogestion est limitée à la reconnaissance aux délégués du personnel d'un pouvoir de contrôle sur les affaires sociales et le statut du personnel ; les représentants de la classe ouvrière, au sein des conseils d'entreprises, n'ont qu'un faible droit de regard sur les questions économiques et aucun pouvoir propre en la matière.

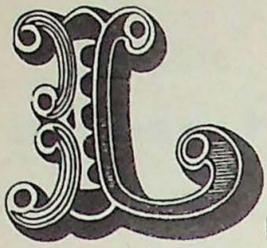
L'attitude du pouvoir

Au Parlement, la social-démocratie (SPD) a soutenu le principe de la cogestion et tenté de faire passer des projets visant à l'extension de la formule à toutes les entreprises d'un niveau donné d'importance. Mais les chrétiens-démocrates (CDU), porte-parole consciencieux du patronat, ont toujours tenu ces initiatives à distance par le jeu parlementaire et l'argumentation échappatoire. La CDU feint d'accepter l'idée d'une participation mesurée des travailleurs aux décisions de la production mais émet des réserves quant aux répercussions sur l'ordre économique et social et ne répugne pas à prophétiser la récession qui accompagnerait un recul allemand sur les marchés.

Les libéraux reprennent à peu près la même argumentation. S'ils agitent pour la galerie quelques raisons semblant plaider l'élargissement des droits des travailleurs au sein de l'entreprise, ils sont hostiles à une influence accrue des syndicats dans l'entreprise — ou ses comités de gestion. Parti au pouvoir et parti oppositionnel s'entendent curieusement sur ce point : l'insuffisance qualificative ouvrière en matière d'économie.

En acceptant la cogestion dans le contexte capitaliste, le syndicalisme allemand cimente la dualité « travailleurs-patronat » et assure du même coup la pérennité du système. Evolution n'est pas révolution. Son expérience nous aura au moins inspiré cette constatation critique : pour demeurer intérieure et intégrée à l'organisation capitaliste, cette forme de lutte sociale qui caractérise d'ailleurs la social-démocratie, n'est pas parvenue à forger une conscience politique mettant en lumière la nécessité du socialisme. D'un socialisme qui, comme le pense André Gorz, ne serait pas « quelque chose de surajouté aux revendications quotidiennes mais apparaissant comme leur sens profond ». (*)

(*) André Gorz, « Le Socialisme difficile » ; p. 21 - Seuil.



IVRES

Peut-on réduire la durée du travail ?

Jacques Ferlus

La réduction du temps de travail est une revendication que les organisations ouvrières avancent depuis longtemps, depuis toujours. C'est aussi une pratique dont le patronat a toujours eu peur et qu'il n'accepte, la plupart du temps, que sous la contrainte. Dans son livre (*) Jean-Luc Bodiguel n'essaie pas de donner raison à l'un ou l'autre camp. Il présente une étude sérieuse et bien menée sur le problème.

Il analyse les diverses raisons qui ont conduit, au cours de l'histoire d'abord au repos hebdomadaire, à la semaine anglaise, aux congés payés puis le passage de ces congés de 15 jours à 3 semaines, de 3 à 4 semaines. Sans nier l'importance de la revendication ouvrière, ce sont surtout la procédure législative et la procédure contractuelle qui ont permis cette évolution. J.-L. Bodiguel fait une étude critique des avantages et des inconvénients de chacune de ces procédures.

Les dernières pages du livre sont remarquables. L'auteur y démontre qu'on ne peut avancer n'importe comment la revendication de la ré-

duction du travail. Il faut qu'un certain nombre de conditions soient réunies. Cela dépend du rapport de force existant entre salariés, patronat, situation économique, conjoncture politique. La non-prise en considération de ce rapport de force a déjà conduit les travailleurs à bien des échecs.

L'auteur constate que c'est souvent par un conflit que les choses avancent. S'appuyant sur l'accord Renault, qu'il étudie dans le détail, il estime que le problème de la réduction du temps de travail serait bien plus facile à aborder s'il existait une ligne de politique sociale stable et cohérente. C'est le cas, selon lui, chez Renault et cela explique les avantages qu'ont pu y acquérir les travailleurs.

J.-L. Bodiguel estime qu'il faut dépassionner le débat sur ce problème. Son livre y contribue. C'est une étude sérieuse, objective faite par un universitaire avec des méthodes de recherche scientifiques. C'est parfois difficile à lire. Mais ceux qui, syndicalistes ou militants politiques, se préoccupent de cette question ont avantage à lire ce livre qui les aidera à se débarrasser des vieux slogans et des arguments tout prêts qui circulent sur la réduction du temps de travail. □

(*) Jean-Luc Bodiguel *LA RÉDUCTION DU TEMPS DE TRAVAIL*. 316 pages. 26 F. Editions ouvrières. Collection « Relations sociales ».

Un poète breton

André Laude

Avec ce livre éclate au grand jour la voix admirable d'un jeune poète de 25 ans. Paol Quéinnec se fait dans « Hommes liges des talus en transes » le porte-parole de la Bretagne humiliée, pauvre, colonisée, aliénée dans son corps physique et dans son esprit. Chantre d'une « révolution régionaliste » à venir qui mettra un terme aux structures d'oppression que le capitalisme centralisateur a imposées aux « nations ethniques », « intégrées » par la violence à la « Francie », devenue depuis l'Hexagone, ce poète fondamentalement révolutionnaire, pour qui « transformer le monde » et « changer la vie » sont une seule et même chose, invente une langue d'amour et de douleur, drue, sauvage, tendre et rocailleuse à la fois.

Devant un tel chant, les discussions de café sur le sens ou le non-

sens de la « poésie engagée » perdent leur intérêt. Quéinnec répond par l'exemple. Un exemple irrécusable. Ici, nous sommes sur les hauteurs du verbe. Le jet torrentiel de l'émotion, de la crispation interne, de l'incendie, du sang, emporte tout sur son passage. La Bretagne nommée avec une précision de géographe et un lyrisme de prophète vient frapper nos yeux fatigués. Des mots émergent une plainte furieuse, une revendication de dignité, un cri d'amour, négation d'un présent mis en procès.

Gwenc'hlan Le Scouezec, qui a préfacé ce long chant, et rappelle les données socio-économico-culturelles dans lesquelles il prend racine, dit fort justement : « Paol Quéinnec est un barde. Il se mêle à son peuple, il en ressent les plus intimes mouvements, puis il se lève et parle.

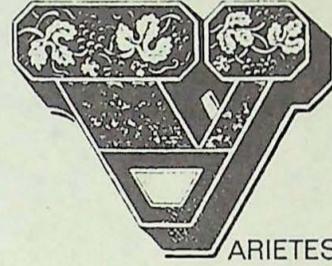
Et ce n'est plus sa voix, mais la voix de son peuple muet qui, tout à coup, naît en sa bouche, y explose, s'y brise et repart, et dit, hurle, ce poids qui pesait, ce cancer qui rongait. »

« Hommes liges... » charrie le désespoir. Nu, violent. Mais du désespoir naît une espérance rageuse, une croyance en ce qui ne pourra pas ne pas être : un monde nouveau où une Bretagne socialiste apportera sa pierre sur le chantier de l'universel.

Écoutez cette voix :

« aujourd'hui
je vous le dis

nous allons procéder à des glissements de terrain
il y aura des sursauts de lumière dans le brouillard des solitudes et l'angle des fenêtres écumera de fougères
alors nous nous installerons dans l'odeur des charpentes et le soulèvement des toitures pour des émeutes de tendresse
aujourd'hui
je vous le dis
un peuple nouveau émerge lentement qui se ménage des moissons exemplaires. » □



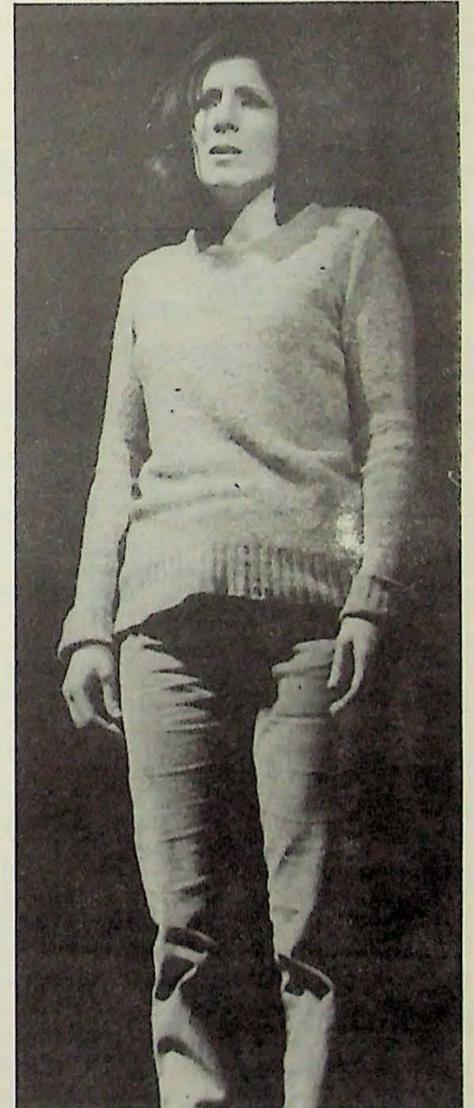
Une voix d'entrailles

Pia Colombo chante Brecht et Kurt Weill au TNP. Elle efface toutes celles qui, en France, s'attaquèrent aux « songs » écrits par le « pauvre B.B. ». A égale distance d'une Edith Piaf — peuple, goualante des quartiers prolés —, et d'une Juliette Gréco — sophistiquée, fascinante comme une étoffe rouge dans un boudoir —, Pia Colombo lance sa voix d'entrailles qui saisit aux tripes. Elle nous prend par la main et nous entraîne vers quelque quartier crasseux, du côté de Soho ou de Hambourg, vers quelque « rue chaude » où des filles fiévreuses, passionnées, toutes en peau, lâchent, entre deux silences, leur amertume, leur révolte, leur songe essentiel!

Pour les brechtiens penseurs je dirai que Pia semble avoir parfaitement assimilé les idées de l'écrivain allemand. Elle parvient à ce miracle qui consiste à adhérer pleinement aux textes et aux musiques tout en maintenant une certaine « distanciation » grâce à laquelle ces paroles et ces musiques prennent leur sens véritable. Une sorte d'humour triste et guilleret à la fois empêche l'émotion de noyer le contenu.

Pia est belle. Longue, mince, mouillée dans un pull-over et un pantalon de velours, chaussée d'escarpins, elle va et vient, comme la fille de la chanson devant la caserne. Elle met les mains dans les poches et murmure, la bouche amère, quelques couplets cinglants. Elle se couche sur le podium, petite ombre désemparée. Sa voix se mouille. Pia l'amoureuse fait ses adieux à son « homme ». Elle sert les poings, rejette régulièrement sa longue chevelure en arrière; elle est la fiancée du pirate, l'humiliée, l'exploitée qui attend la délivrance...

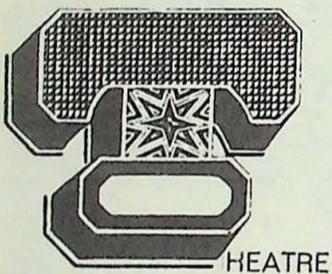
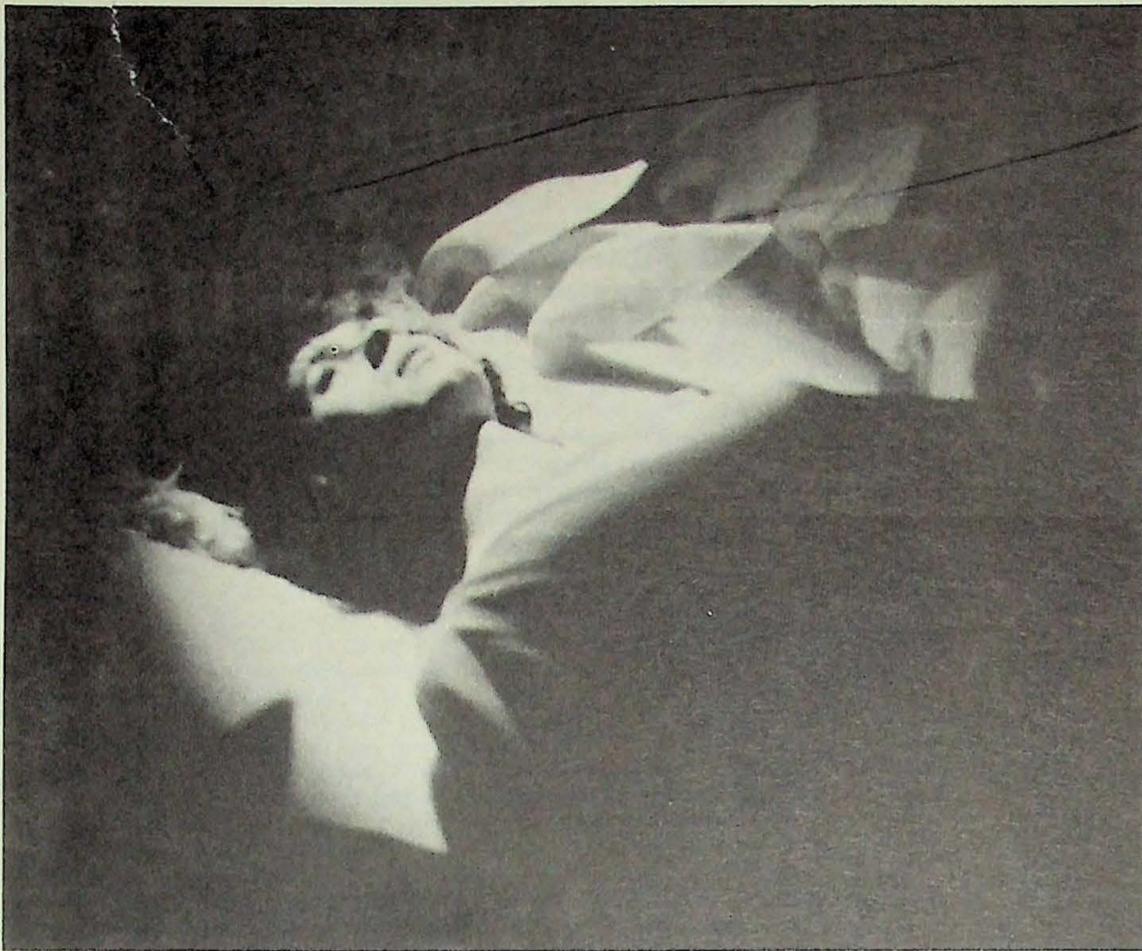
Pia, aujourd'hui, est un grand soleil de la chanson. Elle a mûri à travers les joies, les souffrances, les



A.D.N.P.

supplices de la vie. Elle a frotté son corps à la rugueuse réalité. Elle sait le poids des choses. Elle n'est pas une primevère poussée en serre tiède. Elle est la rose des rues, des passions et des fièvres. Elle dit juste et vrai accompagnée par quelques musiciens qui font exactement leur métier. Elle est une petite lanterne qui tremble dans la nuit et le froid.

A.L.



Obaldia à Tours : L'Ange de la rose

Dominique Nores

Quand je suis venue à Tours, Le *Damné* d'Obaldia n'était pour moi qu'une pièce radiophonique, dont le texte bref avait paru dans « L'Avant-Scène ». Il me paraissait intéressant de voir comment Michel Robin, qui est l'assistant de Guy Suarés à la Comédie de la Loire, parviendrait, avec des apprentis comédiens — puisqu'il s'agit ici d'un travail d'école — à donner une existence physique réelle à ce qui, dans l'intention d'Obaldia, était moins fait pour le jeu dramatique que pour la récitation.

La pièce est un poème tournant autour de la situation du damné qui ne parvient pas à dire, à inventer, à prononcer le mot « *rose* » parce que sa vie, bien que vouée à la création littéraire, a été une longue tri-

cherie, qui l'a détourné de l'expression authentique.

J'ai été très frappée par la qualité du spectacle proposé. Michel Robin, qui fait ici sa seconde mise en scène, a su gommer, autant qu'il est possible, le manque de métier et de possession des moyens d'expression chez ses jeunes interprètes, en leur imposant une direction précise et toujours signifiante.

Il a changé les conditions matérielles de la représentation ; dans la salle sombre où les spectateurs sont invités à pénétrer un par un, au tintement d'une clochette, il n'y a plus ni scène ni stalles pour le public, celui-ci entourant simplement l'aire de jeu. Et, ce faisant, il a imposé le sentiment

d'un monde à part. Impressionnée, tenue en attente, l'assistance reçoit cette agonie installée dans l'éternité du damné que l'Ange, l'Ange de la Rose, célèbre et commente. Les moyens employés l'ont déjà été ailleurs — je pense en particulier aux jeux du chœur (quatre prêtres maudits, un lévite, une religieuse), à ce passage constant du blasphème par le geste à l'incantation, aux mouvements qui tantôt illustrent le texte, tantôt sont proposés en contrepoint. Du moins sont-ils proposés avec le seul souci de l'efficacité, pour transmettre les obsessions qui affleurent dans l'œuvre et cette sorte d'horreur hors du temps qui se dégage d'elle.

Le commentaire de l'Ange s'épuise comme il est né : une voix de l'ombre qui n'a pas de raison de renaître à travers les siècles des siècles. Les spectateurs, mal sûrs d'être arrivés à la fin d'une représentation qui, apparemment, n'en est pas une, se retirent en silence. Michel Robin a voulu qu'ils passent devant le grand lit à baldaquin où repose celle que le *Damné* n'a pas su aimer, et devant des peintures sur bois de Lamy. Car, ce que Lamy peint, c'est un monde mort, d'énormes coquilles vides à l'avant de villes qui répètent leurs dômes à l'infini, rien que du calcaire poli. Le doux, l'arrondi d'où toute vie s'est définitivement retirée, ayant ici le pouvoir de cri. □

Pour une politique culturelle

Il n'est pas inutile de revenir sur l'article de Dominique Yvoire, publié dans le n° 403 de « T.S. », qui appelle à la définition d'une authentique « ligne culturelle ». Il semble paradoxal que sur les 17 thèses soumises au Congrès du Parti, pas une seule ne traite du « culturel ». Cet oubli est-il un signe de mépris ? Quoi qu'il en soit, il est fâcheux de voir qu'un parti qui organise avec efficacité la lutte politique sur des terrains immédiats comme l'entreprise ou l'université, néglige, pour ne pas dire ignore, les problèmes culturels.

Certes, un certain travail a été accompli dans le cadre des pages culturelles de « T.S. ». Un travail difficile, parfois maladroit parce que cherchant à être à la fois didactique et de dénonciation, parfois inefficace parce que plaidant pour des œuvres que le militant de province ne pouvait voir. Mais toujours comme perspective nous avons eu l'horizon socialiste. Il nous a semblé nécessaire de mettre au jour le lien d'articulation entre esthétique et politique et de montrer que les œuvres esthétiquement les plus révolutionnaires étaient souvent les plus révolutionnaires politiquement, parce que situées en marge d'une société répressive dont elles refusaient les normes.

Mais combien de militants lisent-ils effectivement ces pages ? Combien se sentent concernés par les luttes qui s'y déroulent ? Car c'est bien de luttes qu'il s'agit. Il n'est pas si facile dans la conjoncture actuelle d'attaquer « Z » ou de défendre le jeune cinéma américain. Il n'est pas si aisé de démanteler l'idéologie bourgeoise, qui capitalise la totalité de la production cinématographique, pour mettre en valeur un cinéma marginal mais subversif à tous les niveaux. Cette lutte que nous menons est directement politique parce que dénonciatrice de l'impérialisme culturel des classes possédantes.

Il ne s'agit pas de promouvoir des jugements subjectifs, mais, quitte à être dogmatique, d'instaurer un certain type de discours rigoureux qui prendrait pour objets le film, la pièce de théâtre, l'œuvre picturale, le morceau musical, en les considérant comme des produits d'une société donnée. L'analyse ne doit jamais isoler un produit culturel, mais au contraire le rattacher au modèle idéologique dont il est en quelque sorte l'incarnation. Si l'Esthéti-

que en général a trop longtemps radoté (rivée qu'elle était à des notions bourgeoises comme le Beau, le Laid...), c'est parce qu'elle était incapable de s'ériger en science politique.

Dès lors, ce qui devient en effet essentiel, pour reprendre les termes de Dominique Yvoire, c'est de nous « interroger sur le sens de la culture (ou des cultures) ». Il y a là un travail urgent à mener en commun à partir de terrains apparemment différenciés, mais finalement complémentaires (il n'y a pas d'arts isolés) et unifiés par une même ligne critique. L'objectif : aboutir à une véritable « ligne culturelle ». Mais, qu'on nous entende bien : il ne s'agit pas de mener à bien des colloques ou des bavardages sur la « culture », mais de parvenir à la définition d'un concept scientifique. Il est d'ailleurs à craindre qu'une telle analyse ne révèle en fin de compte la faiblesse de la notion classique de culture, pur héritage de la pensée bourgeoise. Peut-être même serons-nous amenés à réduire cette notion à celle d'idéologie, quitte, un criblage nécessaire étant alors effectué, à promouvoir des formes « culturelles » marginales (œuvres de contestation, désaliénantes), tout en montrant leur mode d'articulation sur les pratiques politiques.

Ce ne sont là que des indications de travail. L'essentiel est de prendre conscience de l'urgence de la tâche concrète que nous devons mener en commun, à la fois au niveau de la pratique culturelle (et les articles de D. Nores et de B. Sizaire témoignent dans ce sens d'un effort remarquable) et de la théorie culturelle (qui pour l'instant reste fruste). Et ce, tout en maintenant l'unité nécessaire de la pratique et de la théorie. Ce travail d'analyse doit se faire non seulement à l'intérieur du journal mais en étroite collaboration avec lecteurs et militants. C'est à eux que nous en appelons.

Jean-Luc Pouillaude



INEMA

Récupération et cinéma politique

Jean-Luc Pouillaude

Il y a des films qui font le trottoir. Qui, sans pudeur, s'emparent d'un sujet politique pour le falsifier et le dénaturer au point de le réduire à l'état d'un rassurant objet de consommation qui procurera au Français de 1969 un spectacle bourgeois tout en flattant sa bonne conscience.

« Z » est un film putain. A partir du très beau roman de Vassili Vassilikos, l'assassinat du député Lambrakis n'est que prétexte à une mise en scène théâtralisée qui ravale une authentique lutte politique au niveau de l'investigation du roman policier. On ne recule nullement devant les pires énormités, les pires facilités, tel le défilé grotesque des colonels mis en accusation, tels ces moments de franche gaudriole qui parsèment le film pour ménager le spectateur. A l'égard de ce dernier, on dispose intentionnellement une grille de lecture aisée, en faisant appel à des acteurs connus (« bien français ») : de Montand à Trintignant, de Périer à Geret.

Non, le fascisme a un autre visage. Il est terriblement efficace. Il frappe et détruit au bon moment. L'incarner dans ces colonels maladroits et gaffeurs, c'est le signe soit d'une effarante naïveté soit d'un calcul commercial délibéré. Car un tel fascisme ne fait peur à personne. L'image qui en est présentée est celle qu'attend spontanément la bourgeoisie : c'est-à-dire des personnages comiques et vaudevillesques, finalement inefficaces et pas si vilains que ça, puisque la Justice finit toujours par triompher. A partir d'un manichéisme primaire, Costa-Gavras joue sur tous les tableaux et gagne (du point de vue du tiroir-caisse). A tel point que le film est applaudi à la fois au Quartier Latin et aux Champs-Élysées.

Que la presse bourgeoise encense « Z », (J.-L. Bory parle de « cinéma de combat ». M. Mardore « du seul grand film politique réalisé en France »)*,

c'est tout à son honneur, puisqu'elle remplit scrupuleusement sa fonction de thuriféraire. Et le « Nouvel Observateur » peut bien écrire sentencieusement : « Z » indique une voie que seul un luxueux esthétisme de dilettante peut vous faire refuser d'emprunter ». Si refuser « Z » c'est être esthète, soyons tous esthètes !

L'essentiel est ailleurs. Le vrai cinéma est ailleurs. Il est par exemple dans un film (Kierion) fait par un Grec, Démosthène Théos, en Grèce même (et non pas en Algérie) au moment du putsch. C'est un film difficile mais lucide, courageux et profondément honnête. Alors que « Z » produit un spectacle, Théos démonte froidement le mécanisme du fascisme grec. Mais sans jouer la facilité ou la complaisance. Les tortures policières ne sont pas prétexte à sensations fortes (on ne voit pas une seule matraque dans Kierion alors que « Z » les exhibe frénétiquement), elles sont tout simplement sordides et nous font d'autant plus éprouver la violence insidieuse de la répression. Il est impossible de résumer Kierion en peu de lignes. Disons simplement qu'il s'agit de l'obstination d'un journaliste à restituer la vérité jusqu'à l'assassinat du dernier témoin à charge par les forces que l'on devine. Film lucide et amer, éloigné au possible du faux optimisme de « Z » qui se clôt sur l'exaltante dignité de la veuve affligée.

Bien sûr, aucun distributeur ne prend le risque de distribuer Kierion (bien qu'il ne semble pas avoir maille à partir avec la censure française). Le cinéma politique n'est pas rentable. Et il est si facile de remplir son escarcelle avec « Le cerveau » ou « Z ». Le vrai cinéma, désormais, est marginal ; il est hors-circuit, il est interdit. Sinon par la censure, du moins dans les faits par le terrorisme de la distribution et des exploitants qui n'ont jamais si bien mérité leur nom, ainsi que par la futilité snobinarde d'une presse inconsciente. □



Le vrai visage du fascisme.

A propos de Z : un schématisme dangereux

Nous présentons ici deux articles de deux de nos collaborateurs concernant « Z ». Le débat qui est ici abordé dépasse, et de très loin nous semble-t-il, le seul problème posé par le film. Je dirai volontiers pour ma part que je partage l'analyse de Michèle Descolonges et pas celle de Pouillaude, en ce qui concerne le film. Mais le véritable débat est ailleurs. En disant que « le vrai cinéma désormais est marginal : il est hors-circuit, il est interdit », je crains fort que Pouillaude schématise très dangereusement les problèmes posés, pour tous ceux qui entendent s'exprimer au travers des circuits culturels existants.

Il est strictement vrai que la voie est étroite et les dangers de récupération évidents. Mais le débat qu'ouvre Pouillaude suppose qu'on l'engage dans des termes moins mécanistes. C'est dire qu'il nous faudra y revenir et ouvrir une véritable discussion. Faute de quoi nous manquerions à nos devoirs les plus élémentaires envers tous ceux qui en France sont engagés dans l'action culturelle.

Ch. Guerche

On n'irait voir Z que pour le plaisir d'une intrigue policière, qu'on serait comblé, car il n'a heureusement pas la volonté ennuyeuse d'être avant tout militant. C'est de là qu'il tire sa force.

Le film raconte l'affaire Lambrakis, le député pacifiste grec dont l'assassinat, accompli pourtant sous les yeux de milliers de gens, fut maquillé en accident de la circulation. Un jeune juge d'instruction, dont c'est la première affaire, mène l'instruction en dépit des influences et menaces qui pèsent sur lui. L'intérêt, c'est que ce procureur n'est pas de gauche, mais cherche seulement à faire son travail, avec rigueur.

Nous avons ainsi la plus éclatante démonstration d'un appareil d'Etat indissociable de l'appareil policier. C'est la police qu'attribue ou non des places sur le marché, qui délivre ou non les passeports, etc.

Comme dans tout film politique on cherche dans Z des analyses par rapport auxquelles on puisse se situer. Qu'en est-il ici ?

Le député assassiné et ses amis sont des pacifistes et leur but est le retrait des bases militaires américaines du territoire. Le pacifisme a souvent mauvaise odeur, dans le cas présent il s'attaque néanmoins au mal fondamental des pays sous-développés : l'impérialisme,

me, et en particulier l'impérialisme américain. « Il faut toujours accuser les Américains, même si on ne sait pas pourquoi, eux ils le savent ! » s'écrie le plus radical.

Le groupe des pacifistes n'est pas homogène. Un jeune avocat représente ceux qui sont prêts à dépasser la voie parlementaire. Après l'assassinat le groupe ne sait plus que faire, et ne peut rien faire puisqu'il respecte l'appareil en place, la justice en place. Un seul est prêt à tout, mais ses amis ne le suivent pas, d'une part il demeure impuissant, et d'autre part il n'aboutit même pas à une tentative d'organisation.

Cependant le procès est mené à son terme, la vérité est connue. Victoire pour les légalistes.

C'est alors que brutalement le réalisateur, Costa-Gavras, aligne les faits : les colonels ont pris le pouvoir, les pacifistes sont dispersés, tués ou déportés.

Et nous que concluons-nous ? Une victoire garantie par et sur le système en place n'est que momentanée, et est toujours reprise.

Dans la mesure où le film connaît un grand succès, est vu par des milliers de gens, il atteint un but politique d'autant plus qu'il démonte les mécanismes d'un Etat policier, et pose les problèmes de pouvoir.

Michèle Descolonges

PANTHÉON

13, rue Victor-Cousin

ODE. 15-04

Permanent de 14 h à 24 h

- Simon du désert (Mex)
- Hippies à San-Francisco (Fr.)
- Nous deux (Rus)

(* Et Renoir ? et Godard ? et Marker ?

La crise d'un faux internationalisme

Jean-Marie Vincent

Il y a une façon assez simple de se débarrasser du conflit sino-soviétique qui a pris au début du mois de mars la forme d'affrontements armés. Il suffit d'affirmer qu'il s'agit du choc de deux nationalismes et de le déplorer. Mais comme toujours l'affrontement de deux raisons d'Etat renvoie aux structures sociales et politiques des nations antagonistes, et il est nécessaire pour comprendre vraiment ce qui se passe de tenir compte de tout ce contexte.

La politique des protagonistes

En soi, il importe peu de savoir quelle a été la cause circonstancielle des derniers incidents (incurSION soviétique ou incurSION chinoise) (1), mais de voir quelle est la politique suivie par les deux protagonistes. L'U.R.S.S. a immédiatement utilisé la première rencontre militaire pour attirer l'attention des principales puissances occidentales sur le « danger chinois » et un peu plus tard lors de la conférence des pays du pacte de Varsovie, elle a tenu à montrer que son attitude dure à l'égard de la Chine populaire avait pour contrepartie un très grand désir d'entente avec l'Occident et plus précisément avec le président des Etats-Unis, Nixon. En somme Kiesinger, de Gaulle, Nixon sont élevés à la dignité de partenaires à qui il s'agit de faire confiance alors que les « aventuristes petits bourgeois » dirigés par Mao-Tsé-toung doivent être mis au ban des nations policées. On ne peut imaginer position plus contraire aux principes mêmes dont se réclament les dirigeants soviétiques (en particulier les principes de la lutte anti-impérialiste). D'ailleurs sur le plan intérieur la campagne anti-chinoise informe moins qu'elle ne déforme et s'insère dans la campagne néo-stalinienne et conservatrice de reprise en mains de l'opinion. Le « danger chinois » est appelé à justifier ainsi une politique extérieure visant au partage du monde en sphères d'influence et une politique intérieure de répression.

Du côté chinois, les affrontements armés ont donné lieu à un certain nombre de manifestations plus ou moins rituelles contre la

« clique révisionniste » de Brejnev d'où la démesure nationaliste n'est pas absente. Mais cela reste pour le moment assez accessoire par rapport à la mise en question de la tutelle soviétique sur les pays d'Europe de l'Est. Sous différentes formes, les dirigeants chinois ont affirmé leur solidarité avec le peuple tchécoslovaque et il faut bien voir que cette affirmation n'est pas purement verbale. Les quarante divisions soviétiques stationnées le long de la frontière affaiblissent d'autant les possibilités des dirigeants de Moscou en Europe orientale, déjà obligés de fixer des contingents importants en Allemagne de l'Est, en Pologne, en Hongrie, en Tchécoslovaquie. La pression chinoise rend en quelque sorte plus improbable une intervention contre la Roumanie, encourage la résistance des peuples tchèque et slovaque, et un peu partout stimule les forces centrifuges par rapport à la bureaucratie régnante. Il ne s'agit pas, bien entendu, d'affirmer que la direction du P.C. chinois défende une ligne anti-bureaucratique adéquate (par exemple les positions équivoques prises sur la question de Staline) qui pourrait être reprise dans tous les pays non capitalistes, mais force est de constater qu'aujourd'hui, la Chine aide effectivement ceux qui, sous le joug bureaucratique, combattent pour la démocratie socialiste. De ce point de vue la déclaration récente du bureau politique du P.C.F. condamnant de nouveau « l'aventurisme chinois » est tout à fait inadmissible et ne fait que traduire une fois de plus la crainte d'un appareil devant tout ce qui lui paraît menacer son propre conservatisme.

La crise du mouvement communiste

C'est pourquoi cette crise est en définitive un excellent révélateur de l'état de ce qu'on appelle encore par habitude le mouvement communiste international. Le P.C. de l'U.R.S.S., confronté à des difficultés très graves depuis la chute de Novotny en janvier 1968 s'est lancé dans une politique sans fards de défense de son hégémonie politique contre les peuples du prétendu camp socialiste. Autour de lui il a rameuté les éléments bureaucratiques les plus terrorisés devant

la perspective d'une intervention politique des masses (les Gomulka, les Ulbricht, etc.) pour ce qui concerne les pays de l'Est. Dans les pays capitalistes il n'a obtenu de soutiens fermes que dans les partis les plus faibles ou dans ceux qui sont les plus sclérosés et les moins sensibles aux nouvelles formes des luttes étudiantes et ouvrières. Par contre, cette offensive pratiquement dépourvue d'habillage idéologique convaincant s'est heurtée à une résistance ouverte ou sourde des partis liés à des luttes réelles (des Vietnamiens aux Italiens en passant par les Roumains). Sans doute la conférence de juin à Moscou arrivera-t-elle à masquer les failles les plus grandes sous un flot de paroles anti-impérialistes ronflantes, mais cela ne trompera plus grand monde. On peut même gager que de nombreux participants à la conférence feront savoir plus ou moins discrètement qu'ils désapprouvent la subordination des partis communistes aux intérêts sociaux de la couche dirigeante soviétique. En fait la crise actuelle est une crise de décomposition d'un faux internationalisme, même si les efforts de Brejnev réussissent provisoirement à ralentir son rythme d'évolution. On imagine mal en effet que la direction soviétique puisse maîtriser pour une longue période les courants centrifuges à l'œuvre dans les démocraties populaires et en U.R.S.S. même. De nouveaux rebondissements sont en réalité inévitables.

Dans une telle situation, la renaissance d'un véritable internationalisme socialiste est plus que jamais nécessaire, car il peut y avoir deux issues à cette crise de décomposition, une issue qui favorise l'impérialisme et les forces pro-capitalistes dans les pays de l'Est, une issue qui au contraire, approfondisse la crise de l'impérialisme en redonnant vigueur et conscience aux forces socialistes de l'Est et de l'Ouest.

Le processus mondial de lutte pour la démocratie socialiste doit redevenir un processus assumé consciemment afin d'être véritablement irrésistible. □

(1) Le témoignage d'un journaliste japonais semble prouver que l'initiative est bien venue des Soviétiques.